

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202101]

28 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de goedkeuring van de opleidingsprofielen opgesteld door de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" in 2018

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 december 2015 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (afgekort SFMQ), gesloten op 29 oktober 2015;

Gelet op het genderverslag opgesteld op 20 februari 2019 overeenkomstig artikel 4, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de "Chambre de Concertation et d'Agrément" (ChaCA) van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" op 21 september 2018 de nieuwe opleidingsprofielen heeft goedgekeurd voor "Demonteur/Monteur(m/v) carrosserie", "Spuiter(m/v) carrosserie", "Voorbereider(m/v) carrosserie", "Plaatslager(m/v) carrosserie", "Voorraadbeheerder(m/v)", "Beheerder(m/v) van de productiestromen", "Opzichter(m/v) opslaghuis" en "Industriële schilder(m/v)";

Overwegende dat de "Chambre de Concertation et d'Agrément" (ChaCA) van de "S.F.M.Q." op 21 november de nieuwe opleidingsprofielen heeft goedgekeurd voor "Koelmonteur (m/v)", "Koeltechnicus (m/v)" en "Landbouwer (m/v)";

Overwegende dat de "Chambre de Concertation et d'Agrément" (ChaCA) van de "S.F.M.Q." op 1 februari 2019 het nieuwe opleidingsprofiel heeft goedgekeurd voor "Technicus elektrische installaties";

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opleidingsprofiel "Demonteur/Monteur (m/v)-Monteuse carrosserie" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 2. Het opleidingsprofiel "Spuiter carrosserie (m/v)" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 3. Het opleidingsprofiel "Voorbereider (m/v) carrosserie" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 4. Het opleidingsprofiel "Plaatslager (m/v) carrosserie" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 5. Het opleidingsprofiel "Voorraadbeheerder (m/v)" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 6. Het opleidingsprofiel "Beheerder (m/v) van de productiestromen" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 7. Het opleidingsprofiel "Opzichter (m/v) in een opslaghuis" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 8. Het opleidingsprofiel "Industriële schilder (m/v)" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 9. Het opleidingsprofiel "Koelmonteur (m/v)" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 10. Het opleidingsprofiel "Koeltechnicus (m/v)" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 11. Het opleidingsprofiel "Landbouwer (m/v)" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 12. Het opleidingsprofiel "Technicus elektrische installaties (m/v)" wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 13. De termijn bedoeld in artikel 29, 2^o, van het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (afgekort SFMQ) bedraagt drie jaar. Na afloop van die termijn, zal artikel 31 van voornoemde overeenkomst van toepassing zijn.

Art. 14. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202162]

11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 37, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, l'article 38, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 27 mars 2014 et 11 mars 2016, l'article 39, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 27 mars 2014, 11 avril 2014, 11 mars 2016 et 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis n^o CD-18104-CWaPE-1821 de la Commission wallonne pour l'Energie, donné le 4 décembre 2018;

Vu le rapport du 4 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 4 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 6 novembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o "mise en service d'une unité de production" : date correspondant soit à la date de la première mise en service de l'unité de production concernée, soit à la date d'une modification significative de cette unité de production au sens de l'article 15^{ter}, § 1^{er}, soit à la date de mise en service de l'extension au sens de l'article 15^{ter}, § 3, soit, en ce qui concerne l'article 6^{bis}, la date de visite attestant de la conformité visée à l'article 270 du règlement général des installations électriques (RGIE) adopté par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique; »;

2^o les 20^o et 21^o sont remplacés par ce qui suit :

« 20^o "appel à projets" : la procédure visée à l'article 15^{nonies};

21^o "lauréat" : la personne morale ou physique, agissant seule ou en association, désignée par le Ministre dans le cadre d'un appel à projets; »;

3^o sont insérés, un 27^o et 28^o rédigés comme suit :

« 27^o "Extension" : l'ajout d'une nouvelle unité de production d'électricité verte qui utilise des équipements communs à d'autres unités de production existantes sur le site de production d'électricité verte;

28^o "Processus de stockage" : tout processus consistant, par le biais d'une même installation, à prélever de l'électricité du réseau en vue de la réinjecter ultérieurement dans le réseau dans sa totalité, sous réserve des pertes de rendement. ».

Art. 2. À l'article 13 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En cas de cession du droit à l'obtention des certificats verts pour une unité de production, le producteur vert, dont le solde du compte de certificats verts relatif à cette unité de production est négatif dans la banque de données visée à l'article 20, régularise son compte dans les trois mois suivant la cession du droit à l'obtention des certificats verts.

En cas de fin ou de suspension du droit à l'obtention des certificats verts pour une unité de production, le producteur vert, dont le solde du compte d'octroi de certificats verts relatif à cette unité de production est négatif dans la banque de données visée à l'article 20, régularise son compte dans les six mois suivant la fin ou la suspension du droit à l'obtention des certificats verts.

L'Administration établit et publie sur son site internet les procédures de régularisation visées au présent paragraphe. ».

Art. 3. A l'article 15 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 octobre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « installations » est remplacé par « unités de production » et les mots « limité à quinze ans » sont remplacés par les mots « limité à quinze ans, sauf lorsque le présent arrêté en dispose autrement »;

2^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

3^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, devenu alinéa 2, le mot « installation » est remplacé par « unité de production »;

4^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, devenu alinéa 4, le nombre « 213 » est remplacé par le nombre « 2013 »;

5^o au paragraphe 1^{er}*bis*, alinéa 1^{er}, les mots « limité à dix ou quinze ans » sont remplacés par les mots « fixé en nombre d'années »;

6^o au paragraphe 1^{er}*bis*, alinéa 2, 5^o, les deuxième et troisième phrases commençant par les mots " Pour les projets consistant en une modification significative » et finissant par les mots « durant les 3 dernières années de fonctionnement. » est abrogée;

7^o au paragraphe 1^{er}*bis*, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « L'Administration évalue le caractère sérieux et plausible du dossier de demande au regard des différents éléments visés à l'alinéa 2. L'Administration détermine à la suite de cet examen si, en fonction de l'enveloppe de certificats verts additionnels pour cette filière fixée conformément à l'alinéa 7 et, le cas échéant, de l'enveloppe de certificats verts inter-filières visée à l'alinéa 8 pour l'année de réception de la demande, elle peut ouvrir le droit à ce demandeur d'obtenir des certificats verts conformément à l'alinéa 1^{er}. Au sein d'une même filière, les demandeurs qui ont déposé leur dossier au cours d'une même journée et dont la date visée à l'alinéa 2, 3^o, est la plus rapprochée dans le temps sont prioritaires. Si l'enveloppe de certificats verts additionnels pour cette filière est épuisée pour l'année de réception de la demande, la demande d'obtention de certificats verts pour ce producteur prend rang dans la liste d'attente en vue de l'ouverture au 1^{er} septembre de la même année de l'enveloppe de certificats verts inter-filières sans réduction de la durée d'octroi visée à l'alinéa 1^{er}. Au sein de la liste d'attente en vue de l'ouverture de l'enveloppe de certificats verts inter-filières, les demandeurs dont la date visée à l'alinéa 2, 3^o, est la plus rapprochée dans le temps sont prioritaires. Lorsque l'enveloppe de certificats verts inter-filières est épuisée, la demande d'obtention de certificats verts pour ce producteur prend rang dans la liste d'attente en vue de l'ouverture au 1^{er} janvier de l'année calendrier suivante de l'enveloppe de certificats verts additionnels de la filière, sans réduction de la durée d'octroi visée à l'alinéa 1^{er}. Au sein de la liste d'attente en vue de l'ouverture de l'enveloppe de certificats verts additionnels de la filière, les demandeurs dont la date visée à l'alinéa 2, 3^o, est la plus rapprochée dans le temps sont prioritaires. La décision de l'Administration concernant l'ouverture du droit à obtenir des certificats verts est communiquée endéans les 45 jours à compter de la réception de la demande par l'Administration au producteur ayant introduit un dossier de demande conformément à l'alinéa 2. »;

8^o au paragraphe 1^{er}*bis*, alinéa 5, les mots « par le producteur, » sont insérés entre les mots « En cas de modifications du dossier » et « susceptibles d'augmenter »;

9° au paragraphe 1^{er}bis, l'alinéa 6 est complété par les mots : « Lorsque l'Administration constate, sur base de critères objectifs qu'elle détermine, qu'un projet ayant fait l'objet d'une demande de réservation ne peut se réaliser dans des conditions raisonnables, la demande de réservation de certificats verts est annulée par l'Administration. Cette constatation ne peut intervenir avant la date ferme proposée par le producteur conformément à l'article 15,

§ 1^{er}bis, alinéa 2, 3°, sauf accord écrit du producteur. La décision de l'Administration concernant l'annulation de la demande de réservation de certificats verts est communiquée au producteur ayant introduit un dossier de demande conformément à l'article 15, § 1^{er}bis, alinéa 2. Les certificats verts ayant fait l'objet de la réservation annulée par l'Administration réintègrent l'enveloppe de l'année en cours de la filière concernée. »;

10° au paragraphe 1^{er}bis, l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« L'enveloppe annuelle globale de certificats verts additionnels est déterminée par le Gouvernement, sur proposition du Ministre. Cette enveloppe est déterminée sur la base des quotas visés à l'article 25, § 3, de manière à attendre indirectement et de manière progressive, une contribution de 10.090 GWh d'électricité renouvelable produits en Région wallonne à l'horizon 2030. Jusqu'en 2030, les enveloppes annuelles par filières sont précisées à l'annexe 8. »;

11° au paragraphe 1^{er}bis, l'alinéa 8 est abrogé;

12° au paragraphe 1^{er}bis, à l'alinéa 9, devenu alinéa 8, les phrases « L'Administration effectue à cette même date un monitoring sur le suivi des trajectoires indicatives visées à l'annexe 4. » et « Le volume de certificats verts d'une filière bénéficiant de ce transfert vers l'enveloppe de certificats verts inter-filières ne peut dépasser cinquante pour cent de l'enveloppe de certificats verts additionnels de cette filière visée à l'alinéa 8. » sont abrogées;

13° au paragraphe 1^{er}bis, à l'alinéa 10, devenu alinéa 9, le mot « trois » est remplacé par « deux » et les mots « Le Gouvernement fixe les trajectoires par filière de manière à constamment couvrir une période de 8 ans. Le cas échéant, le Gouvernement adapte les trajectoires par filière fixées à l'annexe 4. » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement fixe les objectifs et les enveloppes par filière de manière à constamment couvrir une période de 8 ans. Le cas échéant, le Gouvernement adapte les objectifs fixés à l'annexe 4 et les enveloppes par filière fixées à l'annexe 8, sur proposition du Ministre. »;

14° au paragraphe 1^{er}bis, entre l'alinéa 10, devenu alinéa 9, et l'alinéa 11, devenu alinéa 10, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le Ministre est habilité à reporter à l'année suivante les certificats verts additionnels des enveloppes fixées à l'annexe 8 lorsque celles-ci n'ont pas fait l'objet d'une réservation. Le report se fait, au choix du Ministre, sur une ou plusieurs enveloppes visées à l'annexe 8. »;

15° au paragraphe 1^{er}bis, les alinéas 11 à 19 sont abrogés;

16° Le paragraphe 1^{er}bis/1, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}bis/1. Pour chaque nouvelle unité de production d'électricité verte ayant fait l'objet d'une demande de réservation de certificats verts introduite, en vertu de l'article 15 § 1^{er}bis, entre le 1^{er} juillet 2014 et le 31 décembre 2020 inclus, le nombre de certificats verts octroyés pendant la durée d'octroi visée à l'annexe 5 est défini comme suit :

certificats verts octroyés = E_{enp} x kCO₂ x kECO

Le calcul visé à l'alinéa 1^{er} s'effectue avec les bases suivantes :

1° E_{enp} = électricité nette produite exprimée en MWh;

2° kCO₂ = coefficient de performance réelle CO₂ du projet envisagé calculé conformément à l'arrêté ministériel du 12 mars 2007 déterminant les procédures et le Code de comptage de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

3° kECO = coefficient économique par filière s'appliquant sur 10 ou 15 ans fixé par l'Administration, de manière à garantir un niveau de rentabilité de référence déterminé à l'annexe 7 du présent arrêté;

4° le résultat du produit de "kCO₂ x kECO" ne peut excéder le plafond fixé par l'article 38, § 6bis, du décret.

Pour l'ensemble des filières d'électricité verte, le Gouvernement peut fixer des plafonds de taux d'octroi sans excéder le plafond fixé par l'article 38, § 6bis, du décret.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les filières d'hydro-électricité, photovoltaïques et d'éoliennes d'une puissance nette supérieure à 10 kW, un coefficient correcteur "rho" du taux d'octroi permettant de moduler le taux d'octroi de certificats verts en fonction du niveau de prix du marché de l'électricité ENDEX est appliqué comme suit :

certificats verts octroyés = E_{enp} x kCO₂ x kECO x rho

Le coefficient correcteur "rho" est égal à 1 pendant les trois premières années de production. L'Administration évalue, sur base annuelle, à dater du premier jour d'octroi des certificats verts à un projet concerné, le taux d'octroi par application du coefficient correcteur "rho". Le taux d'octroi de certificats verts est adapté de manière à maintenir, pour les 3 années de production suivantes, le niveau de rentabilité fixé à l'annexe 7 en vigueur au moment de la réservation, si l'évolution réelle des prix de l'électricité ENDEX s'est écartée de 10 % à la hausse ou à la baisse par rapport aux paramètres d'évolution de prix initialement retenus.

Tous les deux ans, l'Administration révisé les coefficients kECO applicables pour les nouveaux projets à l'exception du coefficient kECO de la filière photovoltaïque et de la majoration prévue à l'article 15^{quater}, alinéa 3, qui font l'objet d'une révision semestrielle. A titre exceptionnel, l'Administration, peut, pour les nouveaux projets et après validation par le Gouvernement, réviser, entre deux exercices, le coefficient kECO pour une des filières, si elle constate une évolution particulièrement forte d'un paramètre affectant la rentabilité de référence telle que définie à l'annexe 7.

Pour le calcul de kECO visé à l'alinéa 2, 3°, le Ministre propose une méthodologie au Gouvernement qui la valide et, le cas échéant, l'adapte. La méthodologie prend en considération les paramètres techniques, économiques et financiers portant sur les variables suivantes :

1° variables techniques des filières : durée d'amortissement, rendement électrique et/ou thermique net, durée d'utilisation, part d'autoconsommation de l'électricité;

2° variables portant sur les coûts : coûts d'investissement éligibles, coût des combustibles, frais annuels d'opération et de maintenance en pourcentage de l'investissement, coûts de démantèlement, charges fiscales à l'exception des éventuelles taxes carbone et autres charges associées aux émissions de gaz à effet de serre, à savoir l'impôt des sociétés effectif moyen tel que publié par le Conseil supérieur des Finances;

3° variables portant sur les revenus escomptés :

a) référence prix électricité : prix forward moyen annuel ENDEX pendant les deux premières années, ensuite prix tendanciel pour les années suivantes selon les sources de référence;

b) aides éventuelles complémentaires.

16° un paragraphe 1^{er} bis/2, rédigé comme suit est inséré :

« § 1^{er}bis/2. Pour chaque nouvelle unité de production d'électricité verte ayant fait l'objet d'une demande de réservation de certificats verts introduite, en vertu de l'article 15 § 1^{er}bis, à partir du 1^{er} janvier 2021, le nombre de certificats verts octroyés pendant la durée d'octroi visée à l'annexe 5 est défini comme suit :

Certificats verts octroyés = E_{enp} x Taux d'octroi

Le calcul visé à l'alinéa 1^{er} s'effectue avec les bases suivantes :

1° E_{enp} = électricité verte nette produite exprimée en MWh, mesurée avant la transformation éventuelle vers le réseau, à l'exception de l'électricité verte injectée sur le réseau lorsqu'elle est vendue à prix négatif;

2° E_{enp} est mesurée conformément aux dispositions du code de comptage visé à l'article 9. Ce dernier précise les modalités de détermination de l'électricité verte injectée vendue à prix négatif;

3° taux d'octroi = taux déterminant le nombre de certificats verts obtenus par quantité d'électricité verte nette produite;

4° le taux d'octroi est fixé conformément à l'article 38, §§ 1^{er}, 2 et *6bis* du décret;

5° le taux d'octroi peut être constant ou variable d'année en année.

Pour le calcul du taux d'octroi visé à l'alinéa 2, le Ministre propose une méthodologie au Gouvernement qui l'arrête, le cas échéant, après adaptation. La méthodologie détermine les différentes catégories pour lesquelles un taux d'octroi doit être calculé, en se basant sur les critères suivants :

- a) la filière de production d'électricité verte;
- b) la technologie de production d'électricité verte;
- c) la source d'énergie/le combustible utilisé;
- d) la classe de puissance de l'installation considérée;
- e) la catégorie de consommateur bénéficiant, en tout ou en partie, de l'électricité verte produite.

La méthodologie fixe les formules permettant de calculer le taux d'octroi pour chaque catégorie et qui est nécessaire pour atteindre le taux de rentabilité interne déterminé dans le cadre de la méthodologie pour cette catégorie sur la durée d'octroi de certificats verts telle que fixée à l'annexe 5. Les formules utilisées prennent notamment en considération les paramètres suivants :

1° des paramètres techniques dont :

- a) la durée de vie technique;
- b) les puissances électriques et thermiques nettes;
- c) les rendements électrique et thermique nets;
- d) la durée annuelle d'utilisation;
- e) la part d'autoconsommation de l'électricité verte produite;
- f) le taux d'économie de CO₂ prévu à l'article 38, § 2, du décret;

2° des paramètres économiques portant sur les coûts et charges escomptés, déduction faite des éventuelles aides complémentaires et des éventuelles déductions ou réductions de charges fiscales, notamment :

- a) les coûts d'investissement éligibles;
- b) les frais d'opération et de maintenance variables et fixes;
- c) le cas échéant, le coût des combustibles;
- d) le cas échéant, le coût de remplacement des équipements arrivés en fin de vie technique avant la fin de la durée d'octroi de certificats verts;
- e) les coûts de démantèlement;
- f) les charges fiscales à l'exception des éventuelles taxes carbone et autres charges associées aux émissions de gaz à effet de serre, à savoir l'impôt des sociétés effectif moyen tel que publié par le Conseil supérieur des Finances;

3° des paramètres économiques portant sur les revenus escomptés :

- a) la valeur de l'électricité produite, vendue ou autoconsommée;
- b) le cas échéant, la valeur de la chaleur cogénérée, vendue ou autoconsommée et des autres sous-produits;
- c) la valeur des certificats verts et des labels de garantie d'origine;
- d) le cas échéant, la valorisation de tous les co-produits;
- e) le cas échéant, la valeur de la participation au mécanisme de rémunération de la capacité;

4° des paramètres financiers tels que :

- a) le coût moyen pondéré du capital;
- b) le taux de rentabilité interne;
- c) les durées d'amortissement;
- 5° des paramètres d'indexation.

La méthodologie précise également les principes de détermination des valeurs de référence des paramètres utilisés dans les formules visées à l'alinéa précédent. Ces valeurs de référence sont révisées annuellement conformément à l'alinéa 7.

Pour le 30 avril de chaque année, l'Administration, soumet au Ministre une proposition de nouveaux Taux d'octroi de certificats verts pour chaque catégorie conformément à la méthodologie visée à l'alinéa 3 et en utilisant, pour les différents paramètres, des valeurs de référence déterminées conformément à cette même méthodologie. Dans le mois de la réception de l'Administration, le Ministre soumet une proposition de taux d'octroi, le cas échéant modifiés à la baisse, à la consultation des représentants du secteur, des investisseurs et des porteurs de projets. La consultation est clôturée à l'issue d'une période d'un mois. Sur base de la consultation, le Ministre fait rapport au Gouvernement et motive, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il propose des taux d'octroi inférieurs à ceux proposés l'Administration.

Le Ministre arrête chaque année, au terme de la procédure visée au précédent alinéa, les taux d'octroi applicables aux unités de production qui font l'objet d'une demande de réservation de certificats verts, telle que visée à l'article 15, § 1^{er}*bis*, au cours de l'année suivante ainsi que les valeurs de référence des paramètres retenues pour chaque catégorie conformément à la méthodologie visée à l'alinéa 3. L'arrêté visé au présent alinéa entre en vigueur au plus tôt trois mois à compter de sa publication.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les filières d'hydro-électricité, photovoltaïque et éolienne d'une puissance nette supérieure à 10kW, le taux d'octroi de certificats verts applicable à une unité de production est revu chaque année en fonction du niveau de prix de l'électricité verte sur le marché de l'électricité ICE-ENDEX comme suit :

Taux d'octroi(T1) = Taux d'octroi (T0) + [(ENDEX(T0) - ENDEX(T1)) / prix d'achat garanti CV] * [1- taux d'autoconsommation]

Où

1° Taux d'octroi (T1) = le taux d'octroi applicable pour l'année T1;

2° Taux d'octroi (T0) = le taux d'octroi appliqué la première année d'octroi de certificats verts;

3° ENDEX(T0) = Valeur de référence du prix de l'électricité verte sur le marché de l'électricité ICE-ENDEX pour la première année d'octroi de certificats verts applicable à la catégorie dont relève l'unité de production et telle que publiée par l'arrêté visé à l'alinéa 7 en vigueur lors de la demande de réservation des certificats verts visée à l'article 15 § 1^{er bis};

4° ENDEX(T1), la valeur de référence du prix de l'électricité verte sur le marché de l'électricité ICE-ENDEX pour l'année T1 applicable à la catégorie dont relève l'unité de production et telle que publiée par l'arrêté visé à l'alinéa 7 en vigueur l'année T1;

5° Prix d'achat garanti CV : le prix garanti d'achat du certificat vert tel que visé à l'article 40 du décret;

6° Taux d'autoconsommation : la valeur forfaitaire de la part d'autoconsommation de l'électricité verte produite correspondant à la valeur de référence applicable à la catégorie dont relève l'unité de production et telle que publiée par l'arrêté visé à l'alinéa 7 en vigueur lors de la demande de réservation des certificats verts visée à l'article 15, § 1^{er bis}.

Tous les ans, à dater du premier jour d'octroi des certificats verts à une unité de production concernée, l'Administration, adapte le Taux d'octroi selon la formule visée à l'alinéa précédent. L'Administration publie au plus tard le 31 octobre de chaque année les taux d'octroi mis à jour pour l'année suivante. Le nouveau taux d'octroi entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivante pour toutes les unités de production concernées. ”;

17° le paragraphe 1^{er quater}, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2014, est abrogé.

Art. 4. L'article 15^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 janvier 2009, 26 novembre 2015 et 23 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15^{ter}. § 1^{er}. Les unités de production d'électricité verte ayant fait l'objet d'une modification significative au plus tard le 31 décembre 2019 peuvent se voir attribuer des certificats verts pour une nouvelle durée d'octroi visée à l'annexe 5 selon la filière de production, conformément aux dispositions du présent article pour autant que ces installations soient couvertes par les autorisations requises.

Par modification significative, on entend l'une des modifications suivantes :

1° une modification entraînant une amélioration du gain annuel en CO₂ d'au moins 20 %, obtenue soit par l'augmentation du taux d'économie de CO₂, soit par l'augmentation de la production électrique découlant d'une augmentation de la puissance électrique nette développable soit d'une modification technologique innovante. L'Administration vérifie que l'amélioration du gain annuel de CO₂ trouve son origine dans une des trois causes précitées;

2° le remplacement complet du groupe électrogène arrivé en fin de vie technique dont la durée est calculée et publiée par l'Administration. On entend par "groupe électrogène" l'ensemble constitué, d'une part, du moteur ou de la turbine et, d'autre part, de la génératrice d'électricité, organes de régulation et de commande inclus. Sont exclus, notamment, de cette notion, les éléments tels que les chaudières, les gazogènes et les digesteurs;

3° une modification entraînant un investissement dans l'unité de production pour un montant au moins équivalent à 50 % de l'investissement initial, celui-ci étant établi conventionnellement sur la base de coûts d'investissements standards calculés et publiés par l'Administration.

Ceux-ci sont actualisés tous les trois ans. Sont exclus de ces coûts ceux relatifs aux investissements non directement liés à la génération d'électricité et, notamment, ceux relatifs aux politiques de gestion des déchets, de l'eau et des voies navigables.

Le producteur introduit son dossier à l'Administration, qui vérifie si les modifications envisagées ou réalisées correspondent effectivement à une modification significative au sens de l'alinéa 2. L'Administration se prononce dans un délai de trois mois à compter du dépôt de la demande. Le dossier peut être introduit avant ou après le(s) investissement(s).

En cas d'introduction du dossier préalablement à l'investissement, la reconnaissance du caractère significatif de la modification est conditionnée au fait que les investissements prévus et acceptés par l'Administration aient été réalisés. La modification significative prend effet dès l'adaptation du certificat de garantie d'origine constatant la réalisation de la modification significative de l'unité de production telle qu'acceptée par l'Administration.

Pour les investissements au moins équivalents à 45 % et inférieurs à 50 % de l'investissement initial, sur la base de coûts d'investissements standards calculés et publiés périodiquement par l'Administration, l'Administration peut, à la demande du producteur, accorder le caractère de modification significative à l'unité de production ayant fait l'objet d'investissements, sur la base d'une analyse démontrant que les coûts réels d'investissements sont différents des coûts d'investissements standards tels que publiés par l'Administration.

Le calcul des certificats verts attribués à l'installation modifiée se fait selon la formule suivante :

Certificats octroyés = E_{enp} x kCO₂ x kECO

Où

1° E_{enp} = électricité nette produite exprimée en MWh;

2° kCO₂ = coefficient de performance réelle CO₂ du projet envisagé calculé conformément à l'arrêté ministériel du 12 mars 2007 déterminant les procédures et le Code de comptage de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

3° kECO = coefficient économique déterminé par l'Administration, sur la base du dossier introduit par le producteur et selon la méthodologie définie par l'Administration telle que publiée sur son site internet, de manière à garantir un niveau de rentabilité de référence déterminé à l'annexe 7 du présent arrêté;

4° le résultat du produit de "kCO₂ x kECO" ne peut excéder le plafond fixé par l'article 38, § 6^{bis}, du décret.

L'attribution des certificats verts pour une nouvelle période de dix ou de quinze ans ne peut intervenir qu'après la notification à l'Administration de l'adaptation du certificat de garantie d'origine constatant la réalisation de la modification significative.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2020, les unités de production d'électricité verte qui ne relèvent pas des filières photovoltaïque ou cogénération fossile, arrivées au terme de la période d'octroi des certificats verts peuvent bénéficier d'une prolongation et se voir attribuer des certificats verts pour une nouvelle période dont la durée est fixée selon la filière de production conformément à l'annexe 5.

Le producteur souhaitant bénéficier de la mesure de prolongation pour son unité de production d'électricité verte introduit un dossier de demande selon la procédure prévue à l'alinéa 4 avant la fin de la période d'octroi de cette unité de production d'électricité verte. Passé ce délai, la durée de la prolongation de l'octroi des certificats verts visée au présent article est réduite de plein droit de la durée du retard, à compter de la fin de la nouvelle période d'octroi. Le dossier de demande reprend notamment un dossier explicatif détaillant les mesures qui seront prises par le producteur en vue de garantir la production d'électricité verte sur une durée minimale de dix ans.

Par dérogation à l'alinéa 2, pour la filière hydro-électrique, le producteur peut introduire le dossier de demande après la période d'octroi de l'unité de production concernée.

L'Administration définit et publie sur son site internet la procédure relative à l'introduction et au traitement des demandes de prolongation. L'Administration se prononce dans un délai de trois mois à compter de la notification par l'Administration au producteur de la complétude de son dossier de demande de prolongation.

Le producteur visé à l'alinéa 2 fournit annuellement la preuve de la réalisation des mesures détaillées dans le dossier explicatif. À défaut de fournir les preuves suffisantes, le producteur perd son droit aux certificats verts pour le solde de la durée d'octroi visée à l'annexe 5 et rembourse les certificats verts déjà octroyés, selon la procédure visée à l'article 13, § 2.

Pour les filières visées à l'alinéa 1^{er}, le Taux d'octroi de certificats verts applicable aux unités de production d'électricité verte bénéficiant d'une prolongation est défini par le Ministre sur base d'une proposition de l'Administration. Le calcul des certificats verts attribués aux unités de production visées s'effectue avec les bases suivantes :

Certificats verts octroyés = E_{enp} x taux d'octroi_{prolongation}

Où :

1° E_{enp} = électricité nette produite exprimée en MWh;

2° Taux d'octroi_{prolongation} = taux déterminant le nombre de certificats verts obtenus par quantité d'électricité verte nette produite pour l'unité de production d'électricité verte bénéficiant d'une prolongation dans les limites fixées par l'article 38 du décret.

Pour ces filières, les Taux d'octroi_{prolongation} de certificats verts proposés l'Administration, résultent de l'application d'une méthodologie proposée par le Ministre, adoptée par le Gouvernement en utilisant des paramètres des valeurs de référence adaptées et représentatives des différents cas de prolongation d'une unité de production existante et ce, pour les différentes catégories concernées. Les Taux d'octroi_{prolongation} de certificats verts et les valeurs de référence sont révisées annuellement.

§ 3. A partir du 1^{er} janvier 2020, lorsqu'une installation de production d'électricité verte fait l'objet d'une extension telle que définie à l'article 2, 25°, la nouvelle unité de production d'électricité verte se voit attribuer des certificats verts pour une période dont la durée est fixée selon la filière de production d'électricité verte conformément à l'annexe 5. Le calcul des certificats verts attribués aux unités de production visées s'effectue avec les bases suivantes :

Certificats verts octroyés = E_{enp} x taux d'octroi_{extension}

Où :

1° E_{enp} = électricité nette produite exprimée en MWh;

2° Taux d'octroi_{extension} = taux déterminant le nombre de certificats verts obtenus par quantité d'électricité verte nette produite pour l'unité de production d'électricité verte bénéficiant d'une prolongation dans les limites fixées par l'article 38 du décret.

Le producteur qui souhaite bénéficier d'un octroi de certificats verts pour son extension introduit un dossier de demande selon la procédure prévue à l'alinéa 3. Le producteur joint à sa demande d'extension :

1° un dossier démontrant que la production d'électricité des unités de production existantes sur le site ne sera pas impactée par la nouvelle unité de production d'électricité verte pendant le solde de la période d'octroi de certificats verts de ces unités existantes;

2° un plan d'affaires détaillant la rentabilité de la nouvelle unité de production et de l'installation de production d'électricité verte sur la nouvelle durée d'octroi de certificats verts.

L'Administration définit et publie sur son site internet la procédure relative à l'introduction et au traitement des demandes d'extension. L'Administration se prononce dans un délai de trois mois à compter de la notification par l'Administration au producteur de la complétude de son dossier de demande d'extension. Le taux d'octroi_{extension} calculé par l'Administration ne peut dépasser le taux d'octroi en vigueur pour une nouvelle unité de production d'électricité verte similaire qui serait installée sur un nouveau site de production d'électricité verte.

Le taux d'octroi_{extension} de certificats verts est calculé par l'Administration en application d'une méthodologie proposée par le Ministre, adoptée par le Gouvernement en utilisant d'une part les paramètres techniques et économiques propres à l'unité de production d'électricité et d'autre part, les valeurs de référence applicables à la catégorie dont relève l'unité de production pour les paramètres financiers et d'indexation.

Le producteur qui souhaite bénéficier d'un octroi de certificats verts pour son extension introduit une demande de réservation pour les certificats verts relatifs à son extension conformément à la procédure prévue à l'article 15, § 1^{er}bis.

Le producteur fournit annuellement à l'Administration la preuve de ses recettes et dépenses. Si, sur base de ces preuves, l'Administration constate que la rentabilité effective de l'unité de production ou de l'installation s'écarte du plan d'affaires et dépasse les taux de rentabilité interne de référence applicable, le taux d'octroi est adapté. À défaut de fournir les preuves suffisantes, le producteur perd son droit aux certificats verts pour le solde de la durée d'octroi visée à l'annexe 5. ».

Art. 5. A l'article 15^{quater} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2011 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1, 2°, premier tiret, les mots « 50 % au moins de l'électricité photovoltaïque produite est autoconsommée par le producteur sur le lieu de l'installation de production; » sont remplacés par « 50 % au moins de l'électricité photovoltaïque produite est autoconsommée par le producteur sur le lieu de l'installation de production. Cette proportion est calculée en moyenne sur les trois premières années de production; »;

2° l'article 15^{quater} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW pour lesquelles la date visée à l'article 15^{quater}, alinéa 3, est postérieure au 31 décembre 2014, le niveau de soutien est fixé conformément à l'article 15, § 1^{er}bis/1 pour les unités de production réservées en vertu de l'article 15, § 1^{er}bis, entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 décembre 2020 inclus et l'article 15, § 1^{er}bis/2 pour les unités de production réservées en vertu de l'article 15, § 1^{er}bis à partir du 1^{er} janvier 2021. Pour bénéficier de la présente disposition, les panneaux photovoltaïques doivent être certifiés selon la norme IEC 61215 pour les modules cristallins et la norme IEC 61646 pour les couches minces ainsi que selon la norme IEC 61730 lorsque les panneaux sont intégrés ou surimposés à un bâtiment. La certification doit être effectuée par un laboratoire d'essais accrédité selon la norme ISO 17025 par BELAC ou par un autre organisme d'accréditation national bénéficiant d'une reconnaissance mutuelle avec BELAC. ».

Art. 6. Les articles 15^{sexies} à 15^{septies} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, sont abrogés.

Art. 7. À l'article 15^{octies} du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « dont le dossier de réservation de certificats verts est introduit jusqu'au 31 décembre 2019, » sont insérés entre les mots « à partir de la biométhanisation agricole ou de graisses animales, » et « le coefficient kECO »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « jusqu'au 31 décembre 2019 » sont insérés entre les mots « introduire un dossier à l'Administration » et « en vue de bénéficier d'un coefficient kECO ».

Art. 8. L'article 15^{nonies} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15^{nonies}. § 1^{er}. Pour toute unité de production n'ayant jamais été mise en service, et pour laquelle aucune demande de réservation n'a jamais été introduite, le droit d'obtenir des certificats verts issus des enveloppes visées à l'annexe 9 est fixé en nombre d'années selon la filière de production conformément à l'annexe 5. La réservation de certificats verts au sein d'une enveloppe visée à l'annexe 9 est subordonnée à la désignation du candidat ayant soumis un projet relatif à une ou plusieurs unités de production comme lauréat d'un appel à projets et au respect par le candidat des dispositions du présent article.

Lorsque le Ministre, ou le Gouvernement dans le cas visé à l'article 38, § 9, du décret, lance un appel à projets, il spécifie le volume maximal de certificats verts additionnels pouvant faire l'objet d'une réservation au terme de l'appel à projet. Le lancement de l'appel à projet s'effectue au moyen de la publication d'un cahier des charges par arrêté ministériel ou par arrêté du Gouvernement dans le cas visé à l'article 38, § 9, du décret dont les conditions portent notamment sur :

- 1° la description de l'objet de l'appel à projets;
- 2° la liste exhaustive des critères d'exclusion, de sélection et d'attribution et, pour ces derniers, leur éventuelle pondération, ainsi que la liste exhaustive des indications et des pièces à produire par les candidats pour permettre l'appréciation de ces critères;
- 3° les modalités d'envoi des dossiers de candidature à l'appel à projets;
- 4° le déroulement et le calendrier indicatif des étapes de la procédure;
- 5° les sanctions encourues en cas de manquement des lauréats aux engagements pris dans le cadre de leurs actes de candidature ou aux obligations qui leur incombent en vertu du présent arrêté.

L'acte de candidature mentionne la date ferme du relevé d'initialisation des index de comptage de l'unité de production reprise dans le certificat de garantie d'origine délivré par l'organisme de contrôle agréé ou par l'Administration conformément à l'article 7 du présent arrêté.

Le cas échéant, préalablement à la désignation du ou des lauréats, les projets pour lesquels l'avis du Comité transversal de la biomasse est requis en vertu de l'article 19^{octies} bénéficient d'un tel avis.

L'Administration est en charge de l'instruction des dossiers de candidature.

A l'issue de la procédure d'instruction des dossiers de candidature, le Ministre, ou le Gouvernement dans le cas visé à l'article 38, § 9, du décret, désigne le ou les lauréats.

§ 2. Le cahier des charges visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, peut prévoir la constitution d'un cautionnement. Si tel est le cas, la réservation des certificats verts dans l'enveloppe visée à l'annexe 9 est effective uniquement à compter de la constitution du cautionnement.

Lorsque le lauréat ne constitue pas le cautionnement dans le délai prévu dans le cahier des charges, l'Administration le met en demeure par envoi recommandé. Lorsqu'il ne constitue pas le cautionnement dans un dernier délai de quinze jours prenant cours à la date de réception de l'envoi recommandé, le lauréat ne peut plus réserver de certificats verts au sein d'une enveloppe visée à l'annexe 9.

Lorsqu'un cautionnement est prévu, le dernier jour ouvrable de chaque trimestre, l'Administration vérifie le montant effectif de celui-ci. Si ce montant est inférieur à celui visé dans le cahier des charges, l'Administration suspend l'octroi de certificats verts au lauréat jusqu'à ce que ce montant soit atteint.

Lorsqu'un cautionnement est prévu, celui-ci est libéré par l'Administration, une fois la durée d'octroi des certificats verts expirée.

§ 3. Pour chaque unité de production retenue à l'issue de l'appel à projets, le nombre de certificats verts octroyés est défini par la formule prévue dans le cahier des charges, conformément à l'article 38, §§ 1^{er}, 2 et 6 *bis*, du décret, et en tenant compte du taux d'octroi existant au moment de l'introduction du dossier. Il ne peut pas être supérieur au nombre de certificats verts qui résulterait de l'application de la méthodologie visée à l'article 15,

§ 1^{er bis}/2, à l'unité de production concernée.

§ 4. Le lauréat peut obtenir des certificats verts à partir de la date de mise en service de l'installation. Le nombre maximal de certificats verts qui est octroyé à un projet est fixé dans l'arrêté de désignation du lauréat.

A défaut pour le producteur de respecter la date ferme qu'il a proposée dans son acte de candidature à l'appel à projets, la durée d'octroi des certificats verts visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est réduite de plein droit de la durée du retard. Une telle sanction n'est pas applicable lorsque ce retard est dû à des causes externes. L'appréciation de celles-ci est laissée à l'Administration.

Au cas où le lauréat ne met pas en service l'installation dans un délai fixé par le cahier des charges, le Ministre prélève d'office le cautionnement.

Au cas où le lauréat, suite à des circonstances ou des faits qui lui sont directement imputables et dont l'appréciation est laissée au Ministre, ne respecte pas les objectifs de production d'électricité et, le cas échéant, de valorisation de chaleur fixés dans son acte de candidature, le Ministre prélève d'office une pénalité sur le cautionnement. Cette pénalité est prévue dans le cahier des charges.

Le producteur informe, à tout moment, l'Administration des éventuelles modifications qu'il apporte à son dossier.

Lorsque l'Administration constate, sur base de critères objectifs qu'elle détermine, qu'un projet ayant fait l'objet d'une demande de réservation ne peut se réaliser dans des conditions raisonnables, la demande de réservation de certificats verts est annulée par l'Administration. Cette constatation ne peut intervenir avant la date ferme proposée par le producteur dans son acte de candidature, sauf accord explicite du producteur. La décision de l'Administration concernant l'annulation de la demande de réservation de certificats verts est communiquée au producteur. Les certificats verts ayant fait l'objet de la réservation annulée par l'Administration réintègrent l'enveloppe en cours de la filière concernée.

Pour chaque unité de production retenue à l'issue d'un appel à projets, dans les formes prévues à l'article 19, l'Administration suspend l'octroi des certificats verts lorsqu'elle constate, notamment sur la base des données de comptage du site de production transmises en vertu de l'article 13 ou des données résultant de contrôles effectués en vertu de l'article 8, alinéa 2, ou des données relatives aux éventuelles modifications visées à l'alinéa 13, que les conditions fixées dans le cahier des charges ne sont plus respectées. ».

Art. 9. L'article 17 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les rendements énergétiques des installations modernes de référence sont maintenus, pendant la période d'octroi des certificats verts, aux valeurs en vigueur au moment de l'introduction de la demande de réservation de certificats verts ou au moment de la délivrance du certificat de garantie d'origine visé à l'article 7 pour les installations qui ne sont pas soumises à l'introduction d'une demande de réservation de certificats verts, ou au moment de la désignation du candidat pour les installations relevant de l'article 15^{nonies}. ».

Art. 10. A l'article 25 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le quota est de:

1° 3 % entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 décembre 2003;

2° 4 % entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2004;

3° 5 % entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2005;

4° 6 % entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2006;

5° 7 % entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2007;

6° 8 % entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2008;

7° 9 % entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2009;

8° 10 % entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 mars 2010 et 11,75 % entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 décembre 2010;

9° 13,50 % entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 décembre 2011;

10° 15,75 % entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012;

11° 19,4 % entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2013;

12° 23,1 % entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2014;

13° 27,7 % entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2015;

14° 32,4 % entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016;

15° 34,03 % entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2017;

16° 35,65 % entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018;

17° 37,28 % entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2019;

18° 38,38 % entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020;

19° 38,85 % entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021;

20° 39,33 % entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2022;

21° 39,8 % entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023;

22° 40,28 % entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024;

23° 43,34 % entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2025;

24° 43,13 % entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2026;

25° 43,91 % entre le 1^{er} janvier 2027 et le 31 décembre 2027;

26° 43,74 % entre le 1^{er} janvier 2028 et le 31 décembre 2028;

27° 43,84 % entre le 1^{er} janvier 2029 et le 31 décembre 2029;

28° 44,51 % entre le 1^{er} janvier 2030 et le 31 décembre 2030. »;

2° au paragraphe 4, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans les conclusions de ce rapport, l'Administration propose, en cas de déséquilibre entre l'offre et la demande de certificats verts trop important, une adaptation des quotas pour les exercices suivants. Sur proposition du Ministre, le Gouvernement adapte les quotas visés au paragraphe 3. »;

3° au paragraphe 5, l'alinéa 5 est abrogé;

4° au paragraphe 5, l'alinéa 7, devenu alinéa 6, est remplacé par ce qui suit :

« Aux fins de bénéficier de la réduction, le fournisseur transmet, par envoi simple ou par envoi électronique selon la procédure définie par l'Administration, avant la fin du deuxième mois qui suit un trimestre écoulé, à l'Administration, une attestation signée par le fournisseur. L'Administration contrôle l'exactitude de l'attestation transmise. L'attestation mentionne les coordonnées du fournisseur et du client final, le lieu du siège d'exploitation, le volume des fournitures, ainsi que le trimestre considéré.

Dans le cas où le client final partage son raccordement avec un ou plusieurs tiers, aux fins de bénéficier de la réduction, le fournisseur transmet, par envoi simple ou par envoi électronique selon la procédure définie par l'Administration, avant la fin du deuxième mois qui suit un trimestre écoulé, à l'Administration, une attestation signée par le fournisseur et le client final en question. L'Administration contrôle l'exactitude de l'attestation transmise. L'attestation mentionne, les coordonnées du fournisseur et du client final, le lieu du siège d'exploitation, le volume des fournitures du client final pour son usage propre et le volume rétrocedé à des tiers ainsi que le trimestre considéré. »;

5° au paragraphe 5, l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« Afin de bénéficier de la réduction, l'autoprodacteur conventionnel visé à l'alinéa 2 transmet, par envoi simple ou par envoi électronique selon la procédure définie par l'Administration, avant la fin du deuxième mois qui suit un trimestre écoulé, à l'Administration, les données relatives au volume d'électricité autoproduite pour son propre usage ainsi que l'année considérée. L'envoi à l'Administration d'une attestation après la fin du deuxième mois et avant la fin du cinquième mois qui suit un trimestre écoulé, donne droit pour le trimestre suivant à la réduction du nombre de certificats verts à remettre conformément aux paragraphes 1^{er} à 3. L'Administration établit les modalités de transmission et de contrôle de ces données. »;

6° au paragraphe 5, l'alinéa 11 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation au paragraphe 2, 1°, n'est pas visé en tant qu'usage propre du fournisseur ni en tant qu'électricité fournie à des clients finals, le prélèvement de l'électricité du réseau par le biais d'un point d'accès exclusivement destiné à un processus de stockage. ».

Art. 11. L'article 31*sexies*, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2017, est abrogé.

Art. 12. Dans le même arrêté, l'annexe 4, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2015, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 4. Objectifs indicatifs par filière

	2020	2030
Eolien on shore	2.437	4.600
Photovoltaïque	1.185	3.300
Hydraulique	360	440
Géothermie	0	40
Biomasse solide bois	1.190	1.310
Biogaz	230	301
Incinération	153	92
TOTAL E_SER	5.555	10.081

”.

Art. 13. Dans le même arrêté, l'annexe 5, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 5. Nombre d'années d'octroi des certificats verts selon la filière de production

Filières	Sous-filières	Segments de puissance	Durée d'octroi (nombre d'années)
Nombre d'années d'octroi des certificats verts selon la filière de production jusqu'au 31 décembre 2020 inclus			
Photovoltaïque	Petit PV	P ≤ 10 kW	10
	Grand PV	10kW < P ≤ 250kW	10
		P > 250kW	10
Eolien		Toutes puissances	15
Hydro-électricité		Toutes puissances	15
Biomasse solide et liquide	Cogénération biomasse solide	Toutes puissances	15
	Biomasse électricité		15
	Cogénération bioliquide	Toutes puissances	15
Graisses animales		15	
Biogaz	Cogénération biogaz	Toutes puissances	15
Cogénération fossile		Toutes puissances	15
Nombre d'années d'octroi des certificats verts selon la filière de production à partir du 1 ^{er} janvier 2021			
Photovoltaïque de grande puissance		P > 10kW	10 ans
Eolien		Toutes puissances	20 ans
Hydro-électricité		Toutes puissances	25 ans
Biomasse solide		Toutes puissances	15 ans
Biogaz + biométhane		Toutes puissances	15 ans
Cogénération fossile		Toutes puissances	15 ans
Géothermie		Toutes puissances	25 ans

”.

Art. 14. Dans le même arrêté, l'annexe 6, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2015 est abrogée.

Art. 15. Dans le même arrêté, l'annexe 8 du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2015, est remplacée par ce qui suit :

" Annexe 8. Enveloppes de certificats verts additionnels par an par filière susceptibles de réservation au titre des articles 15, § 1^{er} bis, et 15bis/1 du présent arrêté pour les nouveaux projets, pour la période 2019-2030

Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Filière												
Hydro-électricité	45.000	15.000	3.100	3.000	2.800	7.200	2.500	2.400	2.300	2.200	2.100	2.000
Eolien	312.070	162.600	130.000	123.000	117.000	111.000	106.000	100.000	95.000	91.000	86.000	82.000
Photovoltaïque >10kW	70.000	67.500	67.400	60.700	54.600	49.100	44.200	39.800	35.800	32.200	29.000	26.100
Géothermie	0	0	0	0	0	0	80.000	0	0	0	0	0
Biomasse solide	92.000	100.000	100.000	100.000	44.000	44.000	44.000	44.000	43.000	43.000	43.000	43.000
Biogaz et biométhane	80.000	105.000	105.000	105.000	5.300	5.300	5.300	5.200	5.200	5.200	5.200	5.200
Cogénération fossile	20.000	15.880	12.000	10.000	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200
TOTAL	619.070	465.980	417.500	401.700	224.900	217.800	283.200	192.600	182.500	174.800	166.500	159.500

".

Art. 16. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 9 rédigée comme suit :

" Annexe 9. Enveloppes de certificats verts additionnels par an par filière susceptibles de réservation au titre de l'article 15nonies du présent arrêté pour les nouveaux projets pour la période 2021-2030

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Eolien < 100 kW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Photovoltaïque > 1MW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biomasse solide bois > 5MW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

".

Dispositions transitoires et finales

Art. 17. L'Administration définit et publie sur son site internet la procédure relative au traitement des données de comptage visées à l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, couvrant la période en cours lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2019.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'article 6 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art.19. La présente annexe s'applique par dérogation à l'annexe 8 visée à l'article 15 du présent arrêté, jusqu'au 31 août 2019 inclus :

" Annexe 8. - Enveloppes de certificats verts additionnels par an par filière susceptibles de réservation au titre des articles 15 § 1^{er} bis et 15bis/1 du présent arrêté pour les nouveaux projets, pour la période 2019-2030

Année Filière	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Hydro-électricité	45.000	15.000	3.100	3.000	2.800	7.200	2.500	2.400	2.300	2.200	2.100	2.000
Eolien	287.070	162.600	130.000	123.000	117.000	111.000	106.000	100.000	95.000	91.000	86.000	82.000
Photovoltaïque >10kW	70.000	67.500	67.400	60.700	54.600	49.100	44.200	39.800	35.800	32.200	29.000	26.100
Géothermie	0	0	0	0	0	0	80.000	0	0	0	0	0
Biomasse solide	92.000	100.000	100.000	100.000	44.000	44.000	44.000	44.000	43.000	43.000	43.000	43.000
Biogaz et biométhane	80.000	105.000	105.000	105.000	5.300	5.300	5.300	5.200	5.200	5.200	5.200	5.200
Cogénération fossile	20.000	15.880	12.000	10.000	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200
TOTAL	594.070	465.980	417.500	401.700	224.900	217.800	283.200	192.600	182.500	174.800	166.500	159.500

».

Art. 20. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202162]

11. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 37 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, Artikel 38, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2014 und 11. März 2016, Artikel 39, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2014, 11. April 2014, 11. März 2016 und 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund der am 4. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme CD-18k04-CWaPE-1821 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie");

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 4. Juli 2018;

Aufgrund der am 17. Juli 2018 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektoren;

Aufgrund des am 13. September 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 4. Februar 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der am 6. November 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, in seiner zuletzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2018 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 9 wird durch Folgendes ersetzt:

9° "Inbetriebsetzung einer Erzeugungseinheit": Datum, das entweder dem Datum der ersten Inbetriebsetzung der betroffenen Erzeugungseinheit, oder dem Datum einer bedeutsamen Änderung dieser Erzeugungseinheit im Sinne von Artikel 15ter § 1, oder dem Datum der Inbetriebsetzung der Erweiterung im Sinne von Artikel 15ter § 3, oder aber, was den Artikel 6bis betrifft, dem Datum des Besuchs zur Bescheinigung der Konformität nach Artikel 270 der allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen (A.O.E.A.), die durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981 zur Verbindlicherklärung der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen für hauswirtschaftliche Anlagen und bestimmte Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie angenommen wurde, entspricht;";

2° die Ziffern 20 und 21 werden durch Folgendes ersetzt:

"20° "Projektaufruf": das Verfahren nach Artikel 15nonies;

"21° "Gewinner": eine von dem Minister im Rahmen eines Projektauftrufs benannte juristische oder natürliche Person, die allein oder im Rahmen einer Vereinigung tätig ist;";

3° eine Ziffer 27 und eine Ziffer 28 mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"27° "Erweiterung": die Erweiterung um eine neue Einheit zur Erzeugung von Grünstrom, die gemeinsame Ausrüstungen benutzt, d.h. Ausrüstungen, die ebenfalls von anderen, am Grünstromerzeugungsstandort bereits bestehenden Erzeugungseinheiten benutzt werden;

28° "Speichervorgang": jeder Vorgang, der darin besteht, über die ein und selbe Anlage Elektrizität vom Netz zu nehmen, um sie später wieder ganz, unter Vorbehalt von Ertragsverlusten, wieder ins Netz einzuspeisen."

Art. 2 - In Artikel 13 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, wird Paragraph 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Im Falle einer Abtretung des Anspruchs auf die Gewährung von grünen Zertifikaten für eine Erzeugungseinheit muss der Erzeuger von Grünstrom, dessen Konto für grüne Zertifikate in Bezug auf diese Erzeugungseinheit in der in Artikel 20 genannten Datenbank einen Negativsaldo aufweist, sein Konto binnen drei Monaten nach der Abtretung des Anspruchs auf die Gewährung von grünen Zertifikaten regularisieren.

Im Falle des Endes oder der Aussetzung des Anspruchs auf die Gewährung von grünen Zertifikaten für eine Erzeugungseinheit muss der Erzeuger von Grünstrom, dessen Konto für die Gewährung von grünen Zertifikaten in Bezug auf diese Erzeugungseinheit in der in Artikel 20 genannten Datenbank einen Negativsaldo aufweist, sein Konto binnen sechs Monaten nach dem Ende oder der Aussetzung des Anspruchs auf die Gewährung von grünen Zertifikaten regularisieren.

Die Verwaltung bestimmt die in vorliegendem Paragraphen erwähnten Regularisierungsverfahren und veröffentlicht sie auf ihrer Internetseite."

Art. 3 - In Artikel 15 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Oktober 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "Anlagen" durch das Wort "Erzeugungseinheiten" ersetzt, und werden die Wörter "auf fünfzehn Jahre begrenzt" durch die Wörter "auf fünfzehn Jahre begrenzt, sofern vorliegender Erlass nichts anderes bestimmt" ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

3° in Paragraph 1 Absatz 3, der zu Absatz 2 wird, wird das Wort "Anlage" durch das Wort "Erzeugungseinheit" ersetzt;

4° in Paragraph 1 Absatz 5, der zu Absatz 4 wird, wird in der französischen Fassung die Zahl "213" durch "2013" ersetzt;

5° in Paragraph 1bis Absatz 1 werden die Wörter "auf zehn oder fünfzehn Jahre beschränkt" durch die Wörter "für eine bestimmte Anzahl Jahre festgelegt" ersetzt;

6° in Paragraph 1bis Absatz 2 Ziffer 5 werden der zweite und dritte Satz, von "Für die Projekte, die in einer bedeutsamen Änderung" bis "während der letzten 3 Betriebsjahre gewährt worden sind." gestrichen;

7° in Paragraph 1bis wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt: "Die Verwaltung bewertet die Aufrichtigkeit und Plausibilität der Antragsakte hinsichtlich der verschiedenen in Absatz 2 genannten Elemente. Anschließend an diese Untersuchung bestimmt die Verwaltung, ob sie je nach dem gemäß Absatz 7 festgelegten Paket von zusätzlichen grünen Zertifikaten für dieses Erzeugungsverfahren, und gegebenenfalls je nach dem gemäß Absatz 8 für das Jahr des Erhalts des Antrags festgelegten Paket der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Zertifikate den Anspruch dieses Antragstellers auf grüne Zertifikate gemäß Absatz 1 bewilligen kann. Innerhalb eines selben Erzeugungsverfahrens sind diejenigen Antragsteller vorrangig, die ihre Akte im Laufe eines selben Tages eingereicht haben und deren in Absatz 2 Ziffer 3 erwähntes Datum am nächsten liegt. Wenn das Paket von zusätzlichen grünen Zertifikaten für dieses Erzeugungsverfahren für das Jahr des Erhalts des Antrags erschöpft ist, wird für diesen Erzeuger der Antrag auf den Erhalt von grünen Zertifikaten in die Warteliste aufgenommen mit Blick auf die Eröffnung am 1. September desselben Jahres des Pakets der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Zertifikate ohne Einschränkung der in Absatz 1 genannten Gewährungsdauer. Innerhalb der Warteliste mit Blick auf die Eröffnung des Pakets der von dem Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Zertifikate sind diejenigen Antragsteller vorrangig, deren in Absatz 2 Ziffer 3 genanntes Datum am nächsten liegt. Wenn das Paket der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Zertifikate erschöpft ist, wird für diesen Erzeuger der Antrag auf den Erhalt von grünen Zertifikaten in die Warteliste aufgenommen mit Blick auf die Eröffnung am 1. Januar des folgenden Kalenderjahres des Pakets von zusätzlichen grünen Zertifikaten für das Erzeugungsverfahren ohne Einschränkung der in Absatz 1 genannten Gewährungsdauer. Innerhalb der Warteliste mit Blick auf die Eröffnung des Pakets von zusätzlichen grünen Zertifikaten für das Erzeugungsverfahren sind diejenigen Antragsteller vorrangig, deren in Absatz 2 Ziffer 3 genanntes Datum am nächsten liegt. Der Beschluss der Verwaltung, durch den das Recht auf den Erhalt von grünen Zertifikaten gegeben wird, wird innerhalb von 45 Tagen ab dem Erhalt des Antrags von der Verwaltung dem Erzeuger mitgeteilt, der eine Antragsakte gemäß Absatz 2 eingereicht hat.;

8° in Paragraph 1bis Absatz 5 werden die Wörter "Im Falle von Änderungen an der Akte" durch die Wörter "Im Falle von Änderungen an der Akte durch den Erzeuger" ersetzt;

9° in Paragraph 1bis wird Absatz 6 folgendermaßen ergänzt: "Wenn die Verwaltung auf der Grundlage von objektiven Kriterien, die sie bestimmt, feststellt, dass ein Projekt, für das eine Antragsakte zur Reservierung eingereicht worden ist, nicht unter zumutbaren Bedingungen durchführbar ist, hebt sie den Antrag auf Reservierung von grünen Zertifikaten auf. Diese Feststellung kann nicht vor dem vom Erzeuger gemäß Artikel 15 § 1bis Absatz 2 Ziffer 3 vorgeschlagenen festen Datum stattfinden, außer wenn ein schriftliches Einverständnis des Erzeugers vorliegt. Der Beschluss der Verwaltung über die Aufhebung des Antrags auf Reservierung von grünen Zertifikaten wird dem Erzeuger mitgeteilt, der eine Antragsakte gemäß Artikel 15 § 1bis Absatz 2 eingereicht hat. Die grünen Zertifikate, die Gegenstand der von der Verwaltung aufgehobenen Reservierung gewesen sind, werden dem Paket des betreffenden Erzeugungsverfahrens für das laufende Jahr zugeführt.;"

10° in Paragraph 1bis wird Absatz 7 durch Folgendes ersetzt:

"Die jährliche Gesamtmenge der zusätzlichen grünen Zertifikate wird auf Vorschlag des Ministers von der Regierung bestimmt. Dieses Paket wird auf der Grundlage der in Artikel 25 § 3 erwähnten Quoten bestimmt, um auf indirekte und allmähliche Weise für 2030 einen Beitrag von 10.090 GWh erzeugter erneuerbarer Elektrizität in der Wallonischen Region zu erreichen. Die jährlichen Pakete nach Erzeugungsverfahren werden in Anhang 8 festgelegt.;"

11° in Paragraph 1bis wird Absatz 8 aufgehoben;

12° in Paragraph 1bis Absatz 9, der zu Absatz 8 geworden ist, werden die Sätze "An diesem selben Datum führt die Verwaltung ein Monitoring über die Einhaltung der in Anlage 4 genannten informativen Kurse durch." und "Das Volumen von grünen Bescheinigungen eines Erzeugungsverfahrens, die dem Paket der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Bescheinigungen übertragen werden, darf fünfzig Prozent des Pakets der zusätzlichen grünen Bescheinigungen dieses Erzeugungsverfahrens gemäß Absatz 8 nicht überschreiten." gestrichen;

13° in Paragraph 1bis Absatz 10, der zu Absatz 9 geworden ist, wird das Wort "drei" durch das Wort "zwei" ersetzt, und werden die Wörter: "Die Regierung bestimmt die Kurse für jedes Erzeugungsverfahren, um ständig einen Zeitraum von acht Jahren zu decken. Gegebenenfalls passt die Regierung die in Anlage 4 bestimmten Kurse nach Erzeugungsverfahren an." durch die folgenden Wörter ersetzt: "Die Regierung bestimmt die Zielsetzungen und die Pakete nach Erzeugungsverfahren, um ständig einen Zeitraum von 8 Jahren abzudecken. Gegebenenfalls passt die Regierung auf Vorschlag des Ministers die in Anhang 4 bestimmten Zielsetzungen und die in Anhang 8 bestimmten Pakete nach Erzeugungsverfahren an.;"

14° in Paragraph 1bis wird zwischen Absatz 10, der zu Absatz 9 geworden ist, und Absatz 11, der zu Absatz 10 geworden ist, ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Minister ist befugt, die zusätzlichen grünen Zertifikate der in Anhang 8 festgelegten Pakete auf das folgende Jahr zu übertragen, wenn diese Pakete nicht Gegenstand einer Reservierung gewesen sind. Diese Übertragung erfolgt nach Wahl des Ministers auf ein oder mehrere der in Anhang 8 erwähnten Pakete.;"

15° in Paragraph 1bis werden die Absätze 11 bis 19 aufgehoben;

16° Paragraph 1bis/1, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1bis/1. Für jede neue Einheit zur Erzeugung von Grünstrom, die Gegenstand eines kraft Artikel 15 § 1bis zwischen dem 1. Juli 2014 und dem 31. Dezember 2020 einschließlich eingereichten Antrags auf Reservierung von grünen Zertifikaten gewesen ist, wird die Anzahl der während der in Anhang 5 genannten Gewährungsdauer gewährten grünen Zertifikate wie folgt bestimmt:

gewährte grüne Zertifikate = Ee_{np} × kCO₂ × kECO

Die Berechnung nach Absatz 1 erfolgt mit folgenden Grundlagen:

1° Ee_{np} = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh;

2° kCO₂ = reelle CO₂-Leistungszahl des berücksichtigten Projekts, berechnet in Übereinstimmung mit dem Ministeriellen Erlass vom 12. März 2007 zur Festlegung der Verfahren und des Zählcodes für den mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Strom;

3° kECO = wirtschaftlicher Koeffizient für jedes Erzeugungsverfahren, der über 10 oder 15 Jahre angewandt wird; diese Zahl wird von der Verwaltung bestimmt, um eine in Anhang 7 vorliegenden Erlasses bestimmte relevante Rentabilität zu erreichen;

4° das Ergebnis des Produkts von "kCO₂ × kECO" darf die in Artikel 38 § 6bis des Dekrets festgelegte Höchstschwelle nicht überschreiten.

Für die gesamten Verfahren zur Erzeugung von Grünstrom kann die Regierung Höchstschwellen für die Gewährungsquote bestimmen, ohne dass diese in Artikel 38 § 6bis des Dekrets festgelegte Höchstschwelle überschreiten dürfen.

Für die Erzeugungsverfahren Wasserkraft, Photovoltaik und Windkraft mit einer Nettoleistung über 10 kW wird in Abweichung von Absatz 1 ein Berichtigungskoeffizient "rho" für die Gewährungsquote für die grünen Zertifikate angewandt, durch den diese Gewährungsquote aufgrund des ENDEX-Marktpreises für Strom wie folgt angepasst werden kann:

$$\text{gewährte grüne Zertifikate} = \text{Eenp} \times \text{kCO2} \times \text{kECO} \times \text{rho}$$

Der Berichtigungskoeffizient "rho" ist während der ersten drei Produktionsjahre gleich 1. Die Verwaltung schätzt auf jährlicher Grundlage ab dem ersten Tag der Gewährung der grünen Zertifikate für ein betroffenes Projekt die Gewährungsquote durch Anwendung des Berichtigungskoeffizienten "rho" ein. Wenn die tatsächliche Entwicklung der ENDEX-Strompreise von den ursprünglich festgehaltenen Parametern der Preisentwicklung um 10 % nach oben oder nach unten abgewichen ist, wird die Gewährungsquote für grüne Zertifikate angepasst, um für die folgenden drei Jahre die in Anhang 7 festgelegte, zum Zeitpunkt der Reservierung geltende Rentabilität zu erhalten.

Alle zwei Jahre revidiert die Verwaltung die kECO-Koeffizienten, die auf die neuen Projekte anwendbar sind, mit Ausnahme des kECO-Koeffizienten für die Photovoltaik-Sparte und der in Artikel 15^{quater} Absatz 3 vorgesehenen Erhöhung, welche Gegenstand einer halbjährlichen Revision sind. Ausnahmsweise kann die Verwaltung für die neuen Projekte und nach einer Validierung durch die Regierung den kECO-Koeffizienten für eins der Erzeugungsverfahren zwischen zwei Jahrgängen revidieren, wenn sie eine besonders starke Entwicklung eines Parameters feststellt, durch welche die relevante Rentabilität im Sinne von Anhang 7 beeinflusst wird.

Für die Berechnung des in Absatz 2 Ziffer 3 genannten kECO-Koeffizienten schlägt der Minister der Regierung eine Methodik vor; diese Methodik wird von der Regierung bestätigt, und ggf. angepasst. Die Methodik berücksichtigt die technischen, wirtschaftlichen und finanziellen Parameter, die die folgenden Variablen betreffen:

1° technische Variablen der Erzeugungsverfahren: Abschreibungsdauer, elektrische und/oder thermische Netto-Effizienz, Gebrauchsdauer, Anteil des Stromeigenverbrauchs;

2° Variablen, die die Kosten betreffen: zulässige Investitionskosten, Brennstoffkosten, jährliche Betriebs- und Instandhaltungskosten, ausgedrückt in Prozent der Investition, Kosten für die Demontage der Anlagen, Steuerlasten mit Ausnahme der eventuellen Kohlenstoffsteuern und sonstige Lasten in Verbindung mit Treibhausgasemissionen, d.h. die tatsächliche durchschnittliche Gesellschaftssteuer, so wie sie vom Hohen Rat für Finanzen veröffentlicht wird;

3° Variablen, die die erwarteten Einnahmen betreffen:

a) Referenz Strompreis: jährlicher durchschnittlicher ENDEX-forward-Preis während der ersten zwei Jahre, danach der Trendpreis für die folgenden Jahre nach den Referenzquellen;

b) eventuelle zusätzliche Beihilfen.

16° es wird ein Paragraf 1bis/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" § 1bis/2. Für jede neue Einheit zur Erzeugung von Grünstrom, die Gegenstand eines kraft Artikel 15 § 1bis ab dem 1. Januar 2021 eingereichten Antrags auf Reservierung von grünen Zertifikaten gewesen ist, wird die Anzahl der während der in Anhang 5 genannten Gewährungsdauer gewährten grünen Zertifikate wie folgt bestimmt:

$$\text{Gewährte grüne Zertifikate} = \text{Eenp} \times \text{Gewährungsquote}$$

Die Berechnung nach Absatz 1 erfolgt mit den folgenden Grundlagen:

1° Eenp = in MWh ausgedrückte, erzeugte Netto-Grünstrommenge, gemessen vor der eventuellen Umwandlung zwecks der Einspeisung ins Netz, mit Ausnahme des in das Netz eingespeisten Grünstroms, wenn er zu einem negativen Preis verkauft wird;

2° Eenp wird gemäß den Bestimmungen des Zählcodes nach Artikel 9 gemessen. Dieser gibt die Modalitäten für die Bestimmung des ins Netz eingespeisten, zu einem negativen Preis verkauften Grünstroms an.

3° Gewährungsquote = Quote zur Bestimmung der Anzahl grüner Zertifikate, die je nach der Nettomenge des erzeugten Grünstroms erhalten werden;

4° Die Gewährungsquote wird in Übereinstimmung mit Artikel 38 §§ 1, 2 und 6bis des Dekrets bestimmt;

5° die Gewährungsquote kann von Jahr zu Jahr entweder konstant oder variabel sein.

Für die Berechnung der in Absatz 2 genannten Gewährungsquote schlägt der Minister der Regierung eine Methodik vor; diese Methodik wird von der Regierung bestätigt, nachdem sie ggf. angepasst wurde. Die Methodik bestimmt die verschiedenen Kategorien, für die eine Gewährungsquote berechnet werden muss, und berücksichtigt dabei die folgenden Kriterien:

a) das Grünstromerzeugungsverfahren;

b) die benutzte Technologie für die Grünstromerzeugung;

c) die Energiequelle / den eingesetzten Brennstoff;

d) die Leistungsklasse der betreffenden Anlage;

e) die Kategorie der Benutzer, die den erzeugten Grünstoff ganz oder teilweise verbrauchen.

In der Methodik werden die Formeln zur Berechnung der Gewährungsquote für jede Kategorie bestimmt, die notwendig ist, um die interne Rendite zu erreichen, die im Rahmen der Methodik für diese Kategorie über die Dauer der Gewährung der grünen Zertifikate nach Anhang 5 festgelegt ist. Die benutzten Formeln berücksichtigen insbesondere die folgenden Parameter:

1° technische Parameter, worunter:

a) die technische Lebensdauer;

b) die netto elektrische und thermische Leistung;

c) den elektrischen und thermischen Wirkungsgrad;

d) die jährliche Benutzungsdauer;

e) den Anteil des Eigenverbrauchs des erzeugten Grünstroms;

f) den Satz der CO2-Einsparung nach Artikel 38 § 2 des Dekrets;

2° wirtschaftliche Parameter in Bezug auf die erwarteten Kosten und Lasten, abzüglich etwaiger zusätzlicher Beihilfen und etwaiger Abzüge oder Ermäßigungen der Steuerlasten, insbesondere:

a) die zulässigen Investitionskosten;

b) die variablen und festen Betriebs- und Instandhaltungskosten;

c) ggf. die Brennstoffkosten;

d) ggf. die Kosten für den Ersatz von Ausrüstungen, die vor dem Ende der Dauer der Gewährung von grünen Zertifikaten das Ende ihrer technischen Lebensdauer erreicht haben;

e) die Demontageskosten;

f) Steuerlasten mit Ausnahme der eventuellen Kohlenstoffsteuern und sonstige Lasten in Verbindung mit Treibhausgasemissionen, d.h. die tatsächliche durchschnittliche Gesellschaftssteuer, so wie sie vom Hohen Rat für Finanzen veröffentlicht wird;

3° wirtschaftliche Parameter in Bezug auf die erwarteten Einnahmen:

- a) den Wert des erzeugten, verkauften oder für den Eigenverbrauch benutzten Stroms;
- b) ggf. den Wert der in KWK-Anlagen erzeugten, verkauften oder für den Eigenverbrauch benutzten Wärme und der weiteren Nebenprodukte;
- c) den Wert der grünen Zertifikate und der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie;
- d) ggf. die Verwertung aller Nebenprodukte;
- e) ggf. den Wert der Beteiligung am Mechanismus für die Kapazitätsvergütung;

4° finanzielle Parameter, wie z.B.:

- a) gewichtete durchschnittliche Kapitalkosten;
- b) interne Rendite;
- c) Abschreibungszeiträume;

5° Parameter in Bezug auf die Indexierung.

In der Methodik werden ebenfalls die Grundsätze für die Bestimmung der Referenzwerte der Parameter, die in den im vorstehenden Absatz genannten Formeln benutzt werden, festgelegt. Die Parameter werden jährlich gemäß Absatz 7 revidiert.

Zum 30. April eines jeden Jahres unterbreitet die Verwaltung dem Minister einen Vorschlag für die neuen Gewährungsquoten für grüne Zertifikate für jede Kategorie in Übereinstimmung mit der in Absatz 3 genannten Methodik und unter Benutzung, für die verschiedenen Parameter, der gemäß dieser Methodik bestimmten Referenzwerte. Innerhalb des Monats nach dem Eingang des Vorschlags der Verwaltung legt der Minister den Vertretern des Sektors, den Investoren und den Projektträgern einen Vorschlag in Bezug auf die Gewährungsquoten, die er gegebenenfalls verringert hat, zur Stellungnahme vor. Letztere verfügen über einen Monat, um ihre Stellungnahme abzugeben. Auf der Grundlage dieser Konsultierung erstattet der Minister der Regierung Bericht, und rechtfertigt gegebenenfalls die Gründe, aus denen er Gewährungsquoten vorschlägt, die niedriger sind, als diejenigen, die von der Verwaltung vorgeschlagen wurden.

Am Abschluss des im vorstehenden Absatz genannten Verfahrens erlässt der Minister jedes Jahr die Gewährungsquoten für die Erzeugungseinheiten, die Gegenstand eines Antrags auf Reservierung von grünen Zertifikaten nach Artikel 15 § 1bis im darauffolgenden Jahr sind, sowie die Referenzwerte der Parameter, die für jede Kategorie gemäß der in Absatz 3 erwähnten Methodik festgehalten worden sind. Der im vorgenannten Absatz erwähnte Erlass tritt frühestens drei Monate nach seiner Veröffentlichung in Kraft.

Für die Erzeugungsverfahren Wasserkraft, Photovoltaik und Windkraft mit einer Nettoleistung über 10 kW wird in Abweichung von Absatz 1 die auf eine Erzeugungseinheit anwendbare Gewährungsquote für grüne Zertifikate jedes Jahr aufgrund des ICE-ENDEX-Marktpreises für Grünstrom wie folgt angepasst:

Gewährungsquote(T1) = Gewährungsquote (T0) + [(ENDEX(T0) - ENDEX(T1)) / garantierter Kaufpreis GZ] * [1- Eigenverbrauchsquote]

wobei

1° Gewährungsquote (T1) = die für den Jahrgang T1 anwendbare Gewährungsquote

2° Gewährungsquote (T0) = die Gewährungsquote, die im ersten Jahr der Gewährung von grünen Zertifikaten angewandt wurde;

3° ENDEX(T0) = Referenzwert des Preises für Grünstrom auf dem ICE-ENDEX-Markt für Elektrizität im ersten Jahre der Gewährung von grünen Zertifikaten, der auf die Kategorie anwendbar ist, zu der die Erzeugungseinheit gehört, so wie er in dem in Absatz 7 erwähnten Erlass veröffentlicht wurde, der zum Zeitpunkt des Antrags auf Reservierung der grünen Zertifikate nach Artikel 15 § 1bis in Kraft war;

4° ENDEX(T1) = Referenzwert des Preises für Grünstrom auf dem ICE-ENDEX-Markt für Elektrizität im Jahre T1, der auf die Kategorie anwendbar ist, zu der die Erzeugungseinheit gehört, so wie er in dem in Absatz 7 erwähnten, für das Jahr T1 gültigen Erlass veröffentlicht wurde;

5° garantierter Kaufpreis GZ: der garantierte Kaufpreis für ein grünes Zertifikat nach Artikel 40 des Dekrets;

6° Eigenverbrauchsquote: der pauschale Wert des Anteils des Eigenverbrauchs von dem erzeugten Grünstrom, der dem Referenzwert entspricht, der auf die Kategorie anwendbar ist, zu der die Erzeugungseinheit gehört, so wie er in dem in Absatz 7 erwähnten Erlass veröffentlicht wurde, der zum Zeitpunkt des Antrags auf Reservierung der grünen Zertifikate nach Artikel 15 § 1bis in Kraft war.

Die Verwaltung passt die Gewährungsquote jedes Jahr ab dem ersten Tag der Gewährung der grünen Zertifikate an eine betroffene Erzeugungseinheit nach der im vorstehenden Absatz erwähnten Formel an. Die Verwaltung veröffentlicht die für das nächste Jahr gültigen, aktualisierten Gewährungsquoten jedes Jahr spätestens am 31. Oktober. Die neue Gewährungsquote tritt am 1. Januar des folgenden Jahres für alle betroffenen Erzeugungseinheiten in Kraft.;

17° Paragraf 1^{quater}, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2014, wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 15ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009, 26. November 2015 und 23. Juni 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 15ter - § 1. Für die Einheiten zur Erzeugung von Grünstrom, die spätestens am 31. Dezember 2019 Gegenstand einer bedeutsamen Änderung gewesen sind, können in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Artikels grüne Zertifikate für eine neue Gewährungsdauer nach Anhang 5 je nach dem Erzeugungsverfahren gewährt werden, sofern diese Anlagen durch die erforderlichen Genehmigungen gedeckt sind.

Als bedeutsame Änderung gilt eine der folgenden Änderungen:

1° eine Änderung, die eine Aufbesserung des Satzes der CO₂-Einsparung um mindestens 20 % zur Folge hat, die entweder durch die Erhöhung der CO₂-Einsparungsquote oder durch die mit einer Erhöhung der entwickelbaren elektrischen Nettoleistung verbundene Erhöhung der Stromerzeugung oder auch durch eine innovative technologische Abänderung erreicht wird. Die Verwaltung prüft, dass die Verbesserung der jährlichen CO₂-Einsparungsquote auf einen der vorerwähnten drei Gründe zurückzuführen ist;

2° der vollständige Austausch des Stromerzeugungsaggregats, das das Ende seines technischen Lebens erreicht hat, dessen Dauer von der Verwaltung berechnet und veröffentlicht wird. Unter "Stromerzeugungsaggregat" versteht man die Kombination, die einerseits aus dem Motor oder der Turbine und andererseits aus dem Stromgenerator einschließlich der Regelungs- und Steuerungsteile besteht. Elemente wie Heizkessel, Gasgeneratoren und Faulbehälter sind von diesem Begriff ausgeschlossen;

3° eine Änderung, die eine Investition in die Erzeugungseinheit für einen Betrag, der mindestens 50 % der ersten Investition entspricht, zur Folge hat, wobei Letztere auf der Grundlage von durch die Verwaltung berechneten und veröffentlichten standardisierten Investitionskosten durch Vereinbarung festgesetzt wird.

Diese werden alle drei Jahre aktualisiert. Die Kosten in Bezug auf Investitionen, die nicht direkt mit der Stromerzeugung verbunden sind, und insbesondere diejenigen in Bezug auf die Politik im Bereich der Abfall- und Wasserwirtschaft und der Verwaltung der schiffbaren Wasserstraßen, sind von diesen Kosten ausgeschlossen.

Der Erzeuger legt seine Akte der Verwaltung vor; diese überprüft, ob die geplanten oder vorgenommenen Änderungen tatsächlich einer bedeutsamen Änderung im Sinne von Absatz 2 entsprechen. Die Verwaltung befindet innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Einreichen des Antrags. Die Akte kann vor oder nach dem Tätigen der Investition(en) eingereicht werden.

Wird eine Akte vor der Investition eingereicht, so kann die Änderung nur dann als bedeutsame Änderung anerkannt werden, nachdem die durch die Verwaltung vorgesehenen und genehmigten Investitionen getätigt worden sind. Die bedeutsame Änderung wird ab der Anpassung des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie wirksam, durch welche die Durchführung der bedeutsamen Änderung der Erzeugungseinheit, so wie sie durch die Verwaltung genehmigt worden ist, festgestellt wird.

Für Investitionen, die auf der Grundlage von durch die Verwaltung berechneten und regelmäßig veröffentlichten standardisierten Investitionskosten mindestens 45 % und weniger als 50 % der ursprünglichen Investition erreichen, kann die Verwaltung auf Anfrage des Erzeugers für die Erzeugungseinheit, die Gegenstand der Investitionen gewesen ist, den Charakter der bedeutsamen Änderung auf der Grundlage einer Analyse anerkennen, die beweist, dass die tatsächlichen Investitionskosten sich von den standardisierten Investitionskosten, so wie sie durch die Verwaltung veröffentlicht werden, unterscheiden.

Die Berechnung der für die geänderte Anlage gewährten grünen Zertifikate erfolgt gemäß folgender Formel:

Gewährte Zertifikate = Ee_{np} x kCO₂ x kECO

wobei

1° Ee_{np} = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh;

2° kCO₂ = reelle CO₂-Leistungszahl des berücksichtigten Projekts, berechnet in Übereinstimmung mit dem Ministeriellen Erlass vom 12. März 2007 zur Festlegung der Verfahren und des Zählcodes für den mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Strom;

3° kECO = wirtschaftlicher Koeffizient, der von der Verwaltung aufgrund der vom Erzeuger eingereichten Akte und nach der von der Verwaltung festgelegten Methode, so wie auf ihrer Internetseite veröffentlicht, bestimmt wird, um eine in Anhang 7 vorliegenden Erlasses bestimmte relevante Rentabilität zu erreichen;

4° das Ergebnis des Produkts von "kCO₂ x kECO" darf die in Artikel 38 § 6bis des Dekrets festgelegte Höchstschwelle nicht überschreiten.

Die Gewährung der grünen Zertifikate für einen neuen Zeitraum von zehn bzw. fünfzehn Jahren kann erst nach der Mitteilung an die Verwaltung der Anpassung des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie, durch welche die Durchführung der bedeutsamen Änderung festgestellt wird, erfolgen.

§ 2. Ab dem 1. Januar 2020 können die Einheiten zur Erzeugung von Grünstrom, die keine photovoltaischen Anlagen und keine mit fossilen Brennstoffen betriebenen Anlagen zur Kraft/Wärme-Kopplung sind, und die das Ende des Zeitraums erreicht haben, in dem grüne Zertifikate gewährt werden, verlängert werden und weiterhin grüne Zertifikate für einen neuen Zeitraum erhalten, dessen Dauer je nach dem Erzeugungsverfahren gemäß Anhang 5 bestimmt wird.

Der Erzeuger, der für seine Einheit zur Erzeugung von Grünstrom auf diese Verlängerungsmaßnahme Anspruch haben möchte, reicht vor dem Ende des Gewährungszeitraums für diese Einheit zur Erzeugung von Grünstrom eine Antragsakte nach dem in Absatz 4 vorgesehenen Verfahren ein. Nach dieser Frist wird die Dauer der Verlängerung der Gewährung von grünen Zertifikaten nach vorliegendem Artikel ab dem Ende des neuen Gewährungszeitraums von Rechts wegen um die Dauer der Verspätung verringert. Die Antragsakte muss insbesondere eine erläuternde Akte enthalten, in der die Maßnahmen aufgeführt sind, die der Erzeuger zu ergreifen hat, um die Erzeugung von Grünstrom über einen Zeitraum von mindestens zehn Jahren zu gewährleisten.

Was die Erzeugung von Grünstrom anhand der Wasserkraft betrifft, kann der Erzeuger in Abweichung von Absatz 2 die Antragsakte nach dem Gewährungszeitraum für die betreffende Erzeugungseinheit einreichen.

Die Verwaltung legt das Verfahren in Bezug auf die Einreichung und die Bearbeitung der Verlängerungsanträge fest, und veröffentlicht es auf ihrer Internetseite. Die Verwaltung trifft ihre Entscheidung binnen drei Monaten ab dem Tag, an dem sie dem Erzeuger die Notifizierung über die Vollständigkeit seiner Akte im Rahmen des Verlängerungsantrags zugestellt hat.

Der in Absatz 2 genannte Erzeuger legt jedes Jahr den Beweis vor, dass er die in der erläuternden Akte beschriebenen Maßnahmen durchgeführt hat. Wenn er keinen ausreichenden Beweis vorlegen kann, verliert der Erzeuger seinen Anspruch auf grüne Zertifikate für den Rest der Gewährungsdauer nach Artikel 5, und erstattet die bereits gewährten grünen Zertifikate nach dem in Artikel 13 § 2 erwähnten Verfahren zurück.

Für die in Absatz 1 erwähnten Erzeugungsverfahren wird die Gewährungsquote für grüne Zertifikate, die für die Einheiten zur Erzeugung von Grünstrom gilt, denen eine Verlängerung gewährt wurde, vom Minister aufgrund eines von der Verwaltung vorgelegten Vorschlags bestimmt. Die Berechnung der grünen Zertifikate, die den genannten Erzeugungseinheiten zugeteilt werden, erfolgt auf den folgenden Grundlagen:

Gewährte grüne Zertifikate = Ee_{np} x Gewährungsquote_{Verlängerung}

wobei

1° Ee_{np} = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh;

2° Gewährungsquote_{Verlängerung} = Quote zur Bestimmung der Anzahl grüner Zertifikate, die je nach der Nettomenge des erzeugten Grünstroms der Einheit zur Erzeugung von Grünstrom, die im Rahmen der durch Artikel 38 des Dekrets festgelegten Grenzen Anspruch auf eine Verlängerung hat, gewährt werden.

Für diese Erzeugungsverfahren ergeben sich die von der Verwaltung vorgeschlagenen Gewährungsquoten_{Verlängerung} für grüne Zertifikate aus der Anwendung einer vom Minister vorgeschlagenen und von der Regierung angenommenen Methodik, wobei Parameter für Referenzwerte benutzt werden, die jeweils angepasst, sowie für die unterschiedlichen Fälle repräsentativ sind, in denen eine bestehende Produktionseinheit, unter Berücksichtigung der unterschiedlichen, betroffenen Kategorien, verlängert werden kann. Die Gewährungsquoten_{Verlängerung} für grüne Zertifikate und die Referenzwerte werden jedes Jahr revidiert.

§ 3. Wenn eine Grünstromerzeugungsanlage ab dem 1. Januar 2020 Gegenstand einer Erweiterung nach Artikel 2 Ziffer 27 ist, dann erhält die neue Einheit zur Erzeugung von Grünstrom grüne Zertifikate während eines Zeitraums, dessen Dauer je nach dem Grünstrom-Erzeugungsverfahren gemäß Anhang 5 festgelegt wird. Die Berechnung der grünen Zertifikate, die den genannten Erzeugungseinheiten zugeteilt werden, erfolgt auf den folgenden Grundlagen:

Gewährte grüne Zertifikate = Ee_{np} x Gewährungsquote_{Erweiterung}

wobei

1° Ee_{np} = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh;

2° Gewährungsquote_{Erweiterung} = Quote zur Bestimmung der Anzahl grüner Zertifikate, die je nach der Nettomenge des erzeugten Grünstroms der Einheit zur Erzeugung von Grünstrom, die im Rahmen der durch Artikel 38 des Dekrets festgelegten Grenzen Anspruch auf eine Verlängerung hat, gewährt werden.

Der Erzeuger, der für seine Erweiterung grüne Zertifikate erhalten möchte, reicht eine Antragsakte nach dem in Absatz 3 vorgesehenen Verfahren ein. Seinem Erweiterungsantrag fügt der Erzeuger die folgenden Unterlagen bei:

1° eine Akte zum Nachweis, dass die Stromerzeugung mittels der am Standort bereits bestehenden Erzeugungseinheiten während der restlichen Dauer des Zeitraums, in dem grüne Zertifikate für diese bestehenden Einheiten gewährt werden, durch die neue Einheit zur Erzeugung von Grünstrom nicht beeinträchtigt werden wird;

2° einen Geschäftsplan, in dem die Rentabilität der neuen Erzeugungseinheit und der Stromerzeugungsanlage über die neue Dauer der Gewährung von grünen Zertifikaten ausführlich beschrieben wird.

Die Verwaltung legt das Verfahren in Bezug auf die Einreichung und die Bearbeitung der Erweiterungsanträge fest, und veröffentlicht es auf ihrer Internetseite. Die Verwaltung trifft ihre Entscheidung binnen drei Monaten ab dem Tag, an dem sie dem Erzeuger die Notifizierung über die Vollständigkeit seiner Akte im Rahmen des Erweiterungsantrags zugestellt hat. Die von der Verwaltung berechnete Gewährungsquote Erweiterung darf die Gewährungsquote nicht übertreffen, die für eine neue gleichartige Einheit zur Erzeugung von Grünstrom gilt, die an einem neuen Grünstromerzeugungsstandort eingerichtet würde.

Die Gewährungsquote_{Erweiterung} für grüne Zertifikate wird von der Verwaltung unter Anwendung einer vom Minister vorgeschlagenen, von der Regierung angenommenen Methodik berechnet, wobei einerseits die für die Stromerzeugungseinheit spezifischen technischen und wirtschaftlichen Parameter, und andererseits die Referenzwerte benutzt werden, die auf die Kategorie, zu der die Erzeugungseinheit für die finanziellen und mit der Indexierung verbundenen Parameter gehört, anwendbar sind.

Der Erzeuger, der für seine Erweiterung grüne Zertifikate erhalten möchte, reicht einen Antrag auf Reservierung für die grünen Zertifikate in Bezug auf seine Erweiterung gemäß dem in Artikel 15 § 1bis beschriebenen Verfahren ein.

Der Erzeuger legt der Verwaltung jährlich einen Nachweis über seine Einnahmen und Ausgaben vor. Stellt die Verwaltung auf der Grundlage dieser Nachweise fest, dass die tatsächliche Rentabilität der Erzeugungseinheit oder der Anlage vom Geschäftsplan abweicht und die geltende interne Referenzrendite überschreitet, so wird die Gewährungsquote angepasst. Wenn er keinen ausreichenden Beweis vorlegen kann, verliert der Erzeuger seinen Anspruch auf grüne Zertifikate für den Rest der Gewährungsdauer nach Artikel 5.“

Art. 5 - In Artikel 15^{quater} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2011 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 Ziffer 2 erster Gedankenstrich werden die Wörter „mindestens 50 % des mittels Solarzellen erzeugten photovoltaischen Stroms wird vom Erzeuger selbst am Standort der Erzeugungsanlage verbraucht;“ durch die folgenden Wörter ersetzt: „mindestens 50 % des mittels Solarzellen erzeugten photovoltaischen Stroms wird vom Erzeuger selbst am Standort der Erzeugungsanlage verbraucht. Dieser Anteil wird im Durchschnitt über die ersten drei Erzeugungsjahre berechnet;“;

3° der Artikel 15^{quater} wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„In Bezug auf Photovoltaikanlagen mit einer Leistung von mehr als 10 kW, für die das in Artikel 15^{quater} Absatz 3 erwähnte Datum nach dem 31. Dezember 2014 liegt, wird die Höhe der Unterstützung für die kraft Artikel 15 § 1bis zwischen dem 1. Januar 2015 und dem 30. Dezember 2020 einschließlich reservierten Erzeugungseinheiten gemäß Artikel 15 § 1bis/1, und für die kraft Artikel 15 § 1bis ab dem 1. Januar 2021 reservierten Erzeugungseinheiten gemäß Artikel 15 § 1bis/2 festgelegt. Um in den Anwendungsbereich dieser Bestimmung zu fallen, müssen die photovoltaischen Solarzellen nach der IEC-61215-Norm - für die kristallinen Module - bzw. der IEC-61646-Norm - für die Dünnschichtmodule - zertifiziert sein, sowie nach der IEC-61730-Norm im Falle von Modulen, die in ein Gebäude eingebaut oder auf einem Gebäude montiert sind. Die Zertifizierung muss von einem Prüflabor durchgeführt werden, das nach der ISO-17025-Norm von BELAC oder einer anderen nationalen Akkreditierungsstelle akkreditiert ist, die über eine gegenseitige Anerkennung mit BELAC verfügt.“

Art. 6 - Die Artikel 15^{sexies} bis 15^{septies} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, werden aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel 15^{octies} desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter „und deren Akte zur Reservierung von grünen Zertifikaten spätestens zum 31. Dezember 2019 eingereicht wird,“ zwischen die Wörter „anhand von landwirtschaftlichen Produkten oder Tierfetten funktionieren“ und die Wörter „, der kECO-Koeffizient“ eingefügt;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 werden die Wörter „bis zum 31. Dezember 2019“ zwischen die Wörter „können vorbehaltlich des Absatzes 2“ und die Wörter „eine Akte bei der Verwaltung einreichen, um einen kECO-Koeffizienten in Anspruch zu nehmen,“ eingefügt.

Art. 8 - Artikel 15^{nonies} desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 15^{nonies} - § 1. Für jede Erzeugungseinheit, die nie in Betrieb gesetzt worden ist, und für die niemals ein Reservierungsantrag eingereicht worden ist, wird das Recht, grüne Zertifikate zu erhalten, die von den in Anhang 9 erwähnten Paketen stammen, je nach dem Erzeugungsverfahren gemäß Anhang 5 in Anzahl Jahren bestimmt. Die Reservierung von grünen Zertifikaten innerhalb eines in Anhang 9 erwähnten Pakets unterliegt der Bezeichnung des Bewerbers, der ein Projekt in Bezug auf eine oder mehrere Erzeugungseinheiten eingereicht hat, als Gewinner eines Projektauftrags und verlangt, dass der Bewerber die Bestimmungen des vorliegenden Artikels beachtet.“

Wenn der Minister oder, im in Artikel 38 § 9 des Dekrets erwähnten Fall, die Regierung einen Projektauftrag einleitet, bestimmt er bzw. sie das Höchstvolumen von zusätzlichen grünen Zertifikaten, die am Abschluss des Projektauftrags Gegenstand einer Reservierung sein können. Der Projektauftrag wird eingeleitet, indem ein Lastenheft mittels eines Ministeriellen Erlasses oder, im in Artikel 38 § 1 des Dekrets erwähnten Fall, mittels eines Erlasses der Regierung veröffentlicht wird, dessen Auflagen insbesondere die folgenden Punkte betreffen:

1° die Beschreibung des Gegenstands des Projektauftrags;

2° die ausführliche Liste der Ausschluss-, Auswahl- und Zuschlagskriterien, wobei für Letztere deren eventuelle Gewichtung angegeben wird, sowie die ausführliche Auflistung der Angaben und Belege, die die Bewerber vorzulegen haben, damit diese Kriterien bewertet werden können;

3° die Modalitäten zur Einsendung der Bewerbungsakten für den Projektauftrag;

4° den Ablauf und den informativen Zeitplan der Stufen des Verfahrens;

5° die Sanktionen, falls die Gewinner die im Rahmen ihrer Bewerbung eingegangenen Verpflichtungen oder die ihnen aufgrund vorliegenden Erlasses obliegenden Verpflichtungen nicht einhalten.

In der Bewerbungsakte wird das feste Datum der Erfassung des Initialisierungsstandes der Zählungsindizes der Erzeugungseinheit anführt, die in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie angegeben wird, die von der zugelassenen Kontrollstelle oder von der Verwaltung gemäß Artikel 7 des vorliegenden Erlasses ausgestellt wird.

Gegebenenfalls wird für die Projekte, für die kraft Artikel 19^{octies} die Stellungnahme des bereichsübergreifenden Ausschusses für die Biomasse erforderlich ist, diese Stellungnahme vor der Bestimmung des oder der Gewinner abgegeben.

Die Verwaltung ist mit der Untersuchung der Bewerbungsakten beauftragt.

Am Abschluss des Verfahrens zur Untersuchung der Bewerbungsakten bestimmt der Minister, oder in dem in Artikel 38 § 9 des Dekrets erwähnten Fall, die Regierung den oder die Gewinner.

§ 2. In dem in Paragraph 1 Absatz 2 erwähnten Lastenheft kann die Bildung einer Bürgschaft vorgesehen werden. Wenn dies der Fall ist, dann gilt die Reservierung der grünen Zertifikate in dem in Anhang 9 erwähnten Paket erst ab der Bildung der Bürgschaft.

Wenn der Gewinner die Bürgschaft innerhalb der im Lastenheft vorgesehenen Frist nicht stellt, wird er von der Verwaltung per Einschreiben dazu gemahnt. Wenn er die Bürgschaft innerhalb einer letzten Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingangsdatum des Einschreibens nicht gestellt hat, kann der Gewinner in einem in Anhang 9 erwähnten Paket keine grünen Zertifikate mehr reservieren.

Wenn eine Bürgschaft vorgesehen ist, überprüft die Verwaltung am letzten Werktag jedes Quartals den tatsächlichen Betrag dieser Bürgschaft. Wenn dieser Betrag unter dem in dem Lastenheft erwähnten Betrag liegt, setzt die Verwaltung die Gewährung von grünen Zertifikaten an den Gewinner aus, bis dieser Betrag erreicht wird.

Wenn eine Bürgschaft vorgesehen ist, wird diese von der Verwaltung freigegeben, nachdem die Dauer der Gewährung der grünen Zertifikate abgelaufen ist.

§ 3. Für jede am Abschluss des Projektaufrufs festgehaltene Erzeugungseinheit wird die Anzahl der gewährten grünen Zertifikate gemäß Artikel 38 § 1, 2 und 6^{bis} des Dekrets anhand der im Lastenheft vorgesehenen Formel bestimmt, unter Berücksichtigung der zum Zeitpunkt der Einreichung der Akte bestehenden Gewährungsquote. Diese Anzahl darf die Anzahl grüner Zertifikate, die sich aus der Anwendung der in Artikel 15 § 1^{bis}/2 erwähnten Methodik auf die betreffende Erzeugungseinheit ergeben würde, nicht übertreffen.

§ 4. Der Gewinner kann grüne Zertifikate ab dem Datum der Inbetriebsetzung der Anlage erhalten. Die Höchstanzahl grüner Zertifikate, die für ein Projekt gewährt werden, wird im Erlass zur Bestimmung des Gewinners festgelegt.

Wenn der Stromerzeuger das feste Datum nicht einhält, das er in seiner Bewerbung für den Projektaufwurf vorgeschlagen hat, dann wird die in § 1 Absatz 1 erwähnte Dauer für die Gewährung der grünen Zertifikate von Rechts wegen um die Dauer der Verzögerung verringert. Eine solche Strafe wird nicht auferlegt, wenn diese Verzögerung auf externe Ursachen zurückzuführen ist. Deren Beurteilung wird der Verwaltung überlassen.

Falls der Gewinner die Anlage nicht innerhalb der im Lastenheft festgelegten Frist in Betrieb nimmt, wird die Bürgschaft von Amts wegen vom Minister einbehalten.

Falls der Gewinner infolge von Umständen oder Tatsachen, die er direkt zu vertreten hat und deren Beurteilung dem Minister überlassen wird, die Ziele für die Stromerzeugung und die Wärmeverwertung, die ggf. in seinem Bewerbungsschreiben festgelegt wurden, nicht erreicht, zieht der Minister eine Geldbuße von der Bürgschaft ab. Diese Geldbuße wird im Lastenheft vorgesehen.

Der Stromerzeuger informiert jederzeit die Verwaltung über eventuelle Änderungen, die er an seiner Akte gebracht hat.

Wenn die Verwaltung auf der Grundlage von objektiven Kriterien, die sie bestimmt, feststellt, dass ein Projekt, für das eine Antragsakte zur Reservierung eingereicht worden ist, nicht unter zumutbaren Bedingungen durchführbar ist, hebt sie den Antrag auf Reservierung von grünen Zertifikaten auf. Diese Feststellung kann nicht vor dem festen Datum erfolgen, das der Erzeuger in seiner Bewerbungsakte vorschlägt, außer wenn der Erzeuger sich ausdrücklich damit einverstanden erklärt. Der Beschluss der Verwaltung über die Aufhebung des Antrags auf Reservierung von grünen Zertifikaten wird dem Erzeuger mitgeteilt. Die grünen Zertifikate, die Gegenstand der von der Verwaltung aufgehobenen Reservierung gewesen sind, werden dem laufenden Paket des betreffenden Erzeugungsverfahrens zugeführt.

Für jede am Abschluss eines Projektaufrufs festgehaltene Erzeugungseinheit setzt die Verwaltung unter Einhaltung der in Artikel 19 vorgesehenen Formen die Gewährung von grünen Zertifikaten aus, wenn sie insbesondere auf der Grundlage der kraft Artikel 13 übermittelten Zahlungsdaten des Produktionsstandorts, der sich aus den kraft Artikel 8 Absatz 2 durchgeführten Kontrollen ergebenden Daten oder der Daten betreffend die eventuellen Änderungen nach Absatz 13 feststellt, dass die im Lastenheft festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind."

Art. 9 - Artikel 17 desselben Erlasses wird um den folgenden Absatz ergänzt:

"Die energetischen Wirkungsgrade der modernen Bezugsanlagen werden während des Zeitraums, in dem grüne Zertifikate gewährt werden, auf der Ebene der Werte aufrechterhalten, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags auf Reservierung von grünen Zertifikaten oder zum Zeitpunkt der Ausstellung der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie nach Artikel 7 für Anlagen, für die kein Antrag auf Reservierung von grünen Zertifikaten erforderlich ist, oder zum Zeitpunkt der Benennung des Bewerbers für die Anlagen nach Artikel 15^{monies} galten."

Art. 10 - In Artikel 25 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

« § 3. Die Quote beträgt:

1° 3 % zwischen dem 1. Januar 2003 und dem 31. Dezember 2003;

2° 4 % zwischen dem 1. Januar 2004 und dem 31. Dezember 2004;

3° 5 % zwischen dem 1. Januar 2005 und dem 31. Dezember 2005;

4° 6 % zwischen dem 1. Januar 2006 und dem 31. Dezember 2006;

5° 7 % zwischen dem 1. Januar 2007 und dem 31. Dezember 2007;

6° 8 % zwischen dem 1. Januar 2008 und dem 31. Dezember 2008;

7° 9 % zwischen dem 1. Januar 2009 und dem 31. Dezember 2009;

8° 10 % zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. März 2010 und 11,75 % zwischen dem 1. April 2010 und dem 31. Dezember 2010;

9° 13,50 % zwischen dem 1. Januar 2011 und dem 31. Dezember 2011;

10° 15,75 % zwischen dem 1. Januar 2012 und dem 31. Dezember 2012;

11° 19,4 % zwischen dem 1. Januar 2013 und dem 31. Dezember 2013;

12° 23,1 % zwischen dem 1. Januar 2014 und dem 31. Dezember 2014;

13° 27,7 % zwischen dem 1. Januar 2015 und dem 31. Dezember 2015;

14° 32,4 % zwischen dem 1. Januar 2016 und dem 31. Dezember 2016;

15° 34,03 % zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2017;

16° 35,65 % zwischen dem 1. Januar 2018 und dem 31. Dezember 2018;

17° 37,28 % zwischen dem 1. Januar 2019 und dem 31. Dezember 2019;

- 18° 38,38 % zwischen dem 1. Januar 2020 und dem 31. Dezember 2020;
 19° 38,85 % zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 31. Dezember 2021;
 20° 39,33 % zwischen dem 1. Januar 2022 und dem 31. Dezember 2022;
 21° 39,8 % zwischen dem 1. Januar 2023 und dem 31. Dezember 2023;
 22° 40,28 % zwischen dem 1. Januar 2024 und dem 31. Dezember 2024;
 23° 43,34 % zwischen dem 1. Januar 2025 und dem 31. Dezember 2025;
 24° 43,13 % zwischen dem 1. Januar 2026 und dem 31. Dezember 2026;
 25° 43,91 % zwischen dem 1. Januar 2027 und dem 31. Dezember 2027;
 26° 43,74 % zwischen dem 1. Januar 2028 und dem 31. Dezember 2028;
 27° 43,84 % zwischen dem 1. Januar 2029 und dem 31. Dezember 2029;
 28° 44,51 % zwischen dem 1. Januar 2030 und dem 31. Dezember 2030.”;
 2° in Paragraf 4 wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

Wenn das Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage für grüne Zertifikate als zu groß bewertet wird, schlägt die Verwaltung in den Schlussfolgerungen dieses Berichts eine Anpassung der Quoten für die folgenden Geschäftsjahre vor. Auf Vorschlag des Ministers passt die Regierung die in Paragraf 3 genannten Quoten an.”;

3° in Paragraf 5 wird Absatz 5 aufgehoben;

4° in Paragraf 5 wird Absatz 7, der zu Absatz 6 wird, durch Folgendes ersetzt:

”Um auf die Verminderung Anspruch zu haben, richtet der Stromversorger per einfaches Schreiben oder per E-Mail, nach dem von der Verwaltung bestimmten Verfahren, vor dem Ende des zweiten Monats nach einem abgelaufenen Quartal eine von dem Stromversorger unterzeichnete Bescheinigung an die Verwaltung. Die Verwaltung prüft die Richtigkeit der übermittelten Bescheinigung. In dieser Bescheinigung werden die Angaben über den Versorger und den Endverbraucher, den Ort des Betriebssitzes, das gelieferte Volumen und das betreffende Quartal angeführt.

Um auf die Verminderung Anspruch zu haben wenn der Endverbraucher seinen Anschluss mit einem oder mit mehreren Dritten teilt, richtet der Stromversorger per einfaches Schreiben oder per E-Mail, nach dem von der Verwaltung bestimmten Verfahren, vor dem Ende des zweiten Monats nach einem abgelaufenen Quartal eine von dem Stromversorger und dem Endverbraucher unterzeichnete Bescheinigung an die Verwaltung. Die Verwaltung prüft die Richtigkeit der übermittelten Bescheinigung. In dieser Bescheinigung werden die Angaben über den Versorger und den Endverbraucher, den Ort des Betriebssitzes, das an den Endverbraucher für seinen eigenen Verbrauch gelieferte Volumen und das an Dritte zurück abgetretene Volumen sowie das betreffende Quartal angeführt.”;

5° in Paragraf 5 wird Absatz 8 durch Folgendes ersetzt:

”Um die Verminderung in Anspruch nehmen zu können, richtet der in Absatz 2 genannte konventionelle Eigenerzeuger per einfaches Schreiben oder per E-Mail, nach dem von der Verwaltung bestimmten Verfahren, vor dem Ende des zweiten Monats nach einem abgelaufenen Quartal die Daten in Bezug auf das Volumen des selbst für den Eigenverbrauch erzeugten Stroms sowie den betreffenden Jahrgang an die Verwaltung. Die Übermittlung an die Verwaltung einer Bescheinigung nach dem Ende des zweiten Monats und vor dem Ende des fünften Monats nach einem abgelaufenen Quartal gibt für das folgende Quartal Anspruch auf die Verringerung der Anzahl grüner Zertifikate, die nach den Paragrafen 1 bis 3 zu übergeben sind. Die Verwaltung bestimmt die Modalitäten für die Übermittlung und Kontrolle dieser Daten.”;

6° in Paragraf 5 wird Absatz 11 durch Folgendes ersetzt:

”In Abweichung von Paragraf 2 Ziffer 1 gilt die Entnahme von Strom aus dem Netz über eine Zugangsstelle, die ausschließlich für einen Speichervorgang bestimmt ist, nicht als Eigenverbrauch des Stromversorgers noch als an Endverbraucher gelieferten Strom.”.

Art. 11 - Artikel 31*sexies*, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. November 2017, wird aufgehoben.

Art. 12 - In demselben Erlass wird der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 eingefügte und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 2015 ersetzte Anhang 4 durch folgenden Anhang ersetzt:

”Anhang 4 - Richtziele je nach Erzeugungsverfahren

	2020	2030
On-shore Windkraft	2.437	4.600
Photovoltaik	1.185	3.300
Wasserkraft	360	440
Geothermie	0	40
Feste Biomasse Holz	1.190	1.310
Biogas	230	301
Abfallverbrennung	153	92
GESAMT E_SER	5.555	10.081

”.

Art. 13 - In demselben Erlass wird der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 eingefügte Anhang 5 durch folgenden Anhang ersetzt:

"Anhang 5 - Anzahl Jahre der Gewährung von grünen Zertifikaten je nach Erzeugungsverfahren

Erzeugungsverfahren (Sparte)	Untersparte	Leistungssegmente	Dauer der Gewährung (in Jahren)
Anzahl Jahre der Gewährung von grünen Zertifikaten je nach Erzeugungsverfahren bis zum 31. Dezember 2020 einschließlich			
Photovoltaik	Kleinanlagen	P ≤ 10 kW	10
	Großanlagen	10kW < P ≤ 250kW	10
		P > 250kW	10
Windkraft		Alle Leistungen	15
Wasserkraft		Alle Leistungen	15
Flüssige und feste Biomasse	Kraft-Wärme-Kopplung f. feste Biomasse	Alle Leistungen	15
	Biomasse-Strom		15
	Bioflüssige KWK	Alle Leistungen	15
Tierfette		15	
Biogas	Biogas-KWK	Alle Leistungen	15
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff		Alle Leistungen	15
Anzahl Jahre der Gewährung von grünen Zertifikaten je nach Erzeugungsverfahren ab dem 1. Januar 2021			
Photovoltaikanlagen mit großer Leistung		P > 10kW	10 Jahre
Windkraft		Alle Leistungen	20 Jahre
Wasserkraft		Alle Leistungen	25 Jahre
Feste Biomasse		Alle Leistungen	15 Jahre
Biogas + Biomethan		Alle Leistungen	15 Jahre
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff		Alle Leistungen	15 Jahre
Geothermie		Alle Leistungen	25 Jahre

".

Art. 14 - In demselben Erlass wird der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 2015 eingefügte Anhang 6 aufgehoben.

Art. 15 - In demselben Erlass wird der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 eingefügte und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 2015 ersetzte Anhang 8 durch folgenden Anhang ersetzt:

"Anhang 8 - Pakete von zusätzlichen grünen Zertifikaten pro Jahr und je nach Erzeugungsverfahren, die Gegenstand einer Reservierung nach Artikel 15 § 1bis und 15bis/1 des vorliegenden Erlasses für neue Projekte sein können, für den Zeitraum 2019-2030

Jahrgang Erzeugungsverfahren	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Wasserkraft	45.000	15.000	3.100	3.000	2.800	7.200	2.500	2.400	2.300	2.200	2.100	2.000
Windkraft	312.070	162.600	130.000	123.000	117.000	111.000	106.000	100.000	95.000	91.000	86.000	82.000
Photovoltaik > 10 kW	70.000	67.500	67.400	60.700	54.600	49.100	44.200	39.800	35.800	32.200	29.000	26.100
Geothermie	0	0	0	0	0	0	80.000	0	0	0	0	0
Feste Biomasse	92.000	100.000	100.000	100.000	44.000	44.000	44.000	44.000	43.000	43.000	43.000	43.000
Biogas und Biomethan	80.000	105.000	105.000	105.000	5.300	5.300	5.300	5.200	5.200	5.200	5.200	5.200
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff	20.000	15.880	12.000	10.000	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200
GESAMTMENGE	619.070	465.980	417.500	401.700	224.900	217.800	283.200	192.600	182.500	174.800	166.500	159.500

".

Art. 16 - In denselben Erlass wird ein Anhang 9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Anhang 9 - Pakete von zusätzlichen grünen Zertifikaten pro Jahr und je nach Erzeugungsverfahren, die Gegenstand einer Reservierung nach Artikel 15^{nonies} des vorliegenden Erlasses für neue Projekte sein können, für den Zeitraum 2021-2030

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Windkraft < 100 kW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Photovoltaik > 1 MW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Feste Biomasse Holz > 5MW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GESAMTMENGE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

".

Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 17 - Die Verwaltung bestimmt das Verfahren in Bezug auf die Verarbeitung der Messdaten nach Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, die den beim Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses laufenden Zeitraum decken, und veröffentlicht sie auf ihrer Internetseite.

Art. 18 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2019 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 6 am 1. Januar 2020 in Kraft.

Art. 19 - Der vorliegende Anhang gilt in Abweichung von dem in Artikel 15 des vorliegenden Erlasses erwähnte Anhang 8 bis zum 31. August 2019 einschließlich:

"Anhang 8 - - Pakete von zusätzlichen grünen Zertifikaten pro Jahr und je nach Erzeugungsverfahren, die Gegenstand einer Reservierung gemäß Artikel 15 § 1^{bis} und 15^{bis}/1 des vorliegenden Erlasses für neue Projekte sein können, für den Zeitraum 2019-2030

Jahrgang Erzeugungsverfahren	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Wasserkraft	45.000	15.000	3.100	3.000	2.800	7.200	2.500	2.400	2.300	2.200	2.100	2.000
Windkraft	287.070	162.600	130.000	123.000	117.000	111.000	106.000	100.000	95.000	91.000	86.000	82.000
Photovoltaik > 10 kW	70.000	67.500	67.400	60.700	54.600	49.100	44.200	39.800	35.800	32.200	29.000	26.100
Geothermie	0	0	0	0	0	0	80.000	0	0	0	0	0
Feste Biomasse	92.000	100.000	100.000	100.000	44.000	44.000	44.000	44.000	43.000	43.000	43.000	43.000
Biogas und Biomethan	80.000	105.000	105.000	105.000	5.300	5.300	5.300	5.200	5.200	5.200	5.200	5.200
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff	20.000	15.880	12.000	10.000	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200
GESAMTMENGE	594.070	465.980	417.500	401.700	224.900	217.800	283.200	192.600	182.500	174.800	166.500	159.500

».

Art. 20 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. April 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202162]

11 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001, betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 37, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, artikel 38, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2014 en 11 maart 2016, artikel 39, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2014, 11 april 2014, 11 maart 2016 en 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies CD-18104-CWaPE-1821 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), uitgebracht op 4 december 2018;

Gelet op het rapport van 4 juli 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 september 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 4 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 6 november 2018;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekraftkoppeling, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2018, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 9° wordt vervangen als volgt:

"9° "inbedrijfstelling van een productie-eenheid": datum die overeenkomt ofwel met de datum van de eerste inbedrijfstelling van de betrokken productie-eenheid, ofwel met de datum van een belangrijke wijziging van deze productie-eenheid in de zin van artikel 15ter, § 1, ofwel met de datum van inbedrijfstelling van de uitbreiding in de zin van artikel 15ter, § 3, of, wat betreft artikel 6bis, de bezoekdatum waaruit de conformiteit blijkt bedoeld in artikel 270 van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard;"

2° de punten 20° en 21° worden vervangen als volgt:

"20° "oproep tot het indienen van projecten": de in artikel 15nonies bedoelde procedure;

21° "geslaagde": de natuurlijke of rechtspersoon, die alleen of in vereniging handelt, die door de Minister ten gevolge van een oproep tot het indienen van projecten wordt aangewezen;

4° er worden de punten 27° en 28° ingevoegd, luidend als volgt:

"27° "uitbreiding": de toevoeging van een nieuwe eenheid voor groene elektriciteitsproductie die gebruik maakt van gemeenschappelijke uitrustingen voor andere bestaande productie-eenheden op de locatie voor groene elektriciteitsproductie;

28° "opslagproces": ieder proces dat bestaat in de afname, via eenzelfde installatie, van elektriciteit van het net om ze later in haar geheel, onder voorbehoud van rendementsverliezen, in het net te injecteren."

Art 2. In artikel 13 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

"§ 2. In geval van overdracht van het recht op het verkrijgen van groene certificaten voor een productie-eenheid regulariseert de groene producent wiens saldo van de rekening van groene certificaten voor die productie-eenheid negatief is in de in artikel 20 bedoelde databank, zijn rekening binnen drie maanden na de overdracht van het recht op het verkrijgen van groene certificaten.

In geval van einde of opschorting van het recht op het verkrijgen van groene certificaten voor een productie-eenheid regulariseert de groene producent wiens saldo van de rekening tot toekenning van groene certificaten voor die productie-eenheid negatief is in de in artikel 20 bedoelde databank, zijn rekening binnen zes maanden na het einde of de opschorting van het recht op het verkrijgen van groene certificaten.

De Administratie stelt de in deze paragraaf bedoelde regularisatieprocedures vast en maakt deze op haar website bekend."

Art 3. In artikel 15 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 oktober 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "installaties" vervangen door "productie-eenheden" en worden de woorden "tot vijftien jaar beperkt" vervangen door de woorden "tot vijftien jaar beperkt tenzij in dit besluit anders is bepaald";

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° in paragraaf 1, derde lid, dat het tweede lid is geworden, wordt het woord "installatie" vervangen door "productie-eenheid";

4° in paragraaf 1, vijfde lid, dat het vierde lid is geworden, wordt, in de Franse versie het getal "213" vervangen door het getal "2013";

5° in paragraaf 1bis, eerste lid, worden de woorden "beperkt tot tien of vijftien jaar" vervangen door de woorden "vastgesteld in aantal jaren";

6° in paragraaf 1bis, tweede lid, 5°, worden de tweede en derde zinnen die beginnen met de woorden "Voor de projecten waarvan het doel erin bestaat een bestaande installatie noemenswaardig" en die eindigen met de woorden "in de loop van de laatste drie werkingsjaren" opgeheven;

7° in paragraaf 1bis wordt het vierde lid vervangen als volgt: De Administratie evalueert de ernst en de geloofwaardigheid van het aanvraagdossier op basis van de verschillende elementen bedoeld in het tweede lid. Na dat onderzoek bepaalt de Administratie of ze voor die aanvrager, naar gelang van de overeenkomstig lid 7 vastgelegde enveloppe van bijkomende groene certificaten voor dit kanaal en, in voorkomend geval, van de in lid 8 bedoelde enveloppe van groene certificaten interkanalen voor het jaar van ontvangst van de aanvraag, het recht kan openen op het verkrijgen van groene certificaten overeenkomstig het eerste lid. Binnen eenzelfde kanaal wordt voorrang verleend aan de aanvragers die hun dossier op dezelfde dag hebben ingediend en van wie de in het tweede lid, 3°, bedoelde datum de recentste is. Als het aantal bijkomende groene certificaten voor dat kanaal uitgeput is voor het jaar van ontvangst van de aanvraag, wordt de aanvraag voor het verkrijgen van groene certificaten voor die producent opgenomen op de wachtlijst met het oog op de opening op 1 september van hetzelfde jaar van de enveloppe van groene certificaten interkanalen, zonder beperking van de toekenningsduur bedoeld in het eerste lid. Op de wachtlijst met het oog op de opening van de enveloppe van groene certificaten interkanalen wordt voorrang verleend aan de aanvragers van wie de in het tweede lid, 3°, bedoelde datum de recentste is. Wanneer het aantal bijkomende groene certificaten interkanalen uitgeput is, wordt de aanvraag voor het verkrijgen van groene certificaten voor die producent opgenomen op de wachtlijst met het oog op de opening op 1 september van het volgende kalenderjaar van de enveloppe van bijkomende groene certificaten interkanalen, zonder beperking van de toekenningsduur bedoeld in het eerste lid. Op de wachtlijst met het oog op de opening van de enveloppe van bijkomende groene certificaten van het kanaal wordt voorrang verleend aan de aanvragers van wie de in het tweede lid, 3°, bedoelde datum de recentste is. De beslissing van de Administratie betreffende de opening van het recht op het verkrijgen van groene certificaten wordt binnen 45 dagen na ontvangst van de aanvraag door de Administratie meegedeeld aan de producent die een aanvraagdossier heeft ingediend overeenkomstig het tweede lid.;"

8° in paragraaf 1 bis, vijfde lid, worden de woorden "door de producent" ingevoegd tussen de woorden "In geval van wijzigingen" en de woorden "die het aantal groene certificaten zou laten toenemen";

9° in paragraaf 1bis wordt het zesde lid aangevuld met de volgende woorden: "Wanneer de Administratie op basis van door haar vastgestelde objectieve criteria vaststelt dat een project waarvoor een reserveringsaanvraag is ingediend, niet onder redelijke voorwaarden kan worden uitgevoerd, wordt de aanvraag tot reservering van groene certificaten door de Administratie nietig verklaard. Deze vaststelling kan niet worden gedaan vóór de vaste datum die door de producent overeenkomstig artikel 15, § 1bis, tweede lid, 3°, voorgesteld wordt, tenzij de producent zijn schriftelijke toestemming geeft.

De beslissing van de Administratie betreffende de nietigverklaring van de aanvraag tot reservering van groene certificaten wordt meegedeeld aan de producent die een aanvraagdossier heeft ingediend overeenkomstig artikel 15, § 1bis, tweede lid. De groene certificaten die het voorwerp uitmaakten van de door de Administratie nietig verklaarde reservering, worden opnieuw opgenomen in de enveloppe van het lopende jaar van het betrokken kanaal.;

10° in paragraaf 1bis wordt het zevende lid vervangen als volgt:

"De globale jaarlijkse enveloppe van bijkomende groene certificaten wordt door de Regering bepaald op voorstel van de Minister. Die enveloppe wordt vastgelegd op basis van de quota's bedoeld in artikel 25, § 3, om onrechtstreeks en geleidelijk te komen tot een bijdrage van 10.090 GWu hernieuwbare elektriciteit geproduceerd in Wallonië tegen 2030. Tot 2030 worden de jaarlijkse enveloppen per kanalen in bijlage 8 vastgesteld.;"

11° in paragraaf 1bis wordt het achtste lid opgeheven;

12° in paragraaf 1bis, lid 9, dat lid 8 is geworden, worden de zinnen "Op dezelfde datum voert de Administratie controle op de opvolging van de indicatieve trajecten bedoeld in bijlage 4." en "Het volume van groene certificaten van een kanaal dat in aanmerking komt voor die overdracht naar de enveloppe van groene certificaten interkanalen mag niet hoger zijn dan vijftig percent van de in lid 8 bedoelde enveloppe van bijkomende groene certificaten van dat kanaal" opgeheven;

13° in paragraaf 1bis, lid 10, dat lid 9 is geworden, wordt het woord "drie" vervangen door het woord "twee" en worden de woorden "De Regering bepaalt de trajecten per kanaal zodat voortdurend een periode van 8 jaar gedekt wordt. De in bijlage 4 bedoelde trajecten per kanaal worden desgevallend aangepast door de Regering." vervangen door de woorden "De Regering bepaalt de doelstellingen en de enveloppen per kanaal zodat voortdurend een periode van 8 jaar gedekt wordt. De in bijlage 4 bedoelde doelstellingen en de in bijlage 8 vastgestelde enveloppen per kanaal worden desgevallend op voorstel van de Minister door de Regering aangepast.;"

14° in paragraaf 1bis, tussen lid 10, dat lid 9 is geworden, en lid 11, dat lid 10 is geworden, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De Minister wordt gemachtigd om de bijkomende groene certificaten van de in bijlage 8 vastgestelde enveloppen tot het volgende jaar uit te stellen wanneer ze niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een reservering. Het uitstel vindt plaats naar keuze van de Minister onder gebruikmaking van een of meerdere van de in bijlage 8 bedoelde enveloppen.;"

15° in paragraaf 1bis, worden de leden 11 tot en met 19 opgeheven;

16° paragraaf 1bis/1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, wordt vervangen door wat volgt:

"§ 1bis/1. Voor elke nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit die het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag tot reservering van groene certificaten die, krachtens artikel 15, § 1bis, tussen 1 juli 2014 tot en met 31 december 2020 is ingediend, wordt het aantal groene certificaten toegekend tijdens de in bijlage 5 bedoelde toekenningsduur vastgesteld als volgt:

toegekende groene certificaten = Eenp x kCO2 x kECO

De berekening bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd op basis van de volgende grondslagen :

1° Eenp = geproduceerde netto-elektriciteit uitgedrukt in MWu;

2° kCO2 = coëfficiënt van de reële CO2-prestatie van het overwogen project, berekend overeenkomstig het ministerieel besluit van 12 maart 2007 tot bepaling van de procedures en de meetcode voor elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling;

3° kECO = economische coëfficiënt per kanaal van toepassing over 10 of 15 jaar, vastgelegd door de Administratie, om een referentie-rendabiliteitsniveau te waarborgen zoals bepaald in bijlage 7 bij dit besluit;

4° het resultaat van het product van "kCO2 x kECO" mag niet hoger zijn dan het maximum vastgelegd bij artikel 38, § 6bis, van het decreet.

Voor het geheel van de kanalen voor groene elektriciteit kan de Regering voorzien in maximale toekenningpercentages, waarbij het maximum bedoeld in artikel 38, § 6bis, van het decreet niet overschreden mag worden.

In afwijking van het eerste lid wordt voor de kanalen van, opgewekte elektriciteit, van elektriciteit geproduceerd d.m.v. fotovoltaïsche panelen en d.m.v. windmolens met een netto-vermogen boven 10 kW een coëfficiënt "rho" tot rechtzetting van het toekenningspercentage waarmee het percentage van toekenning van groene certificaten gemoduleerd kan worden naar gelang van het prijsniveau van de elektriciteitsmarkt ENDEX, toegepast als volgt:

toegekende groene certificaten = Eenp x kCO2 x kECO x rho

De correctiecoëfficiënt "rho" is gelijk aan 1 gedurende de drie eerste productie jaren. De Administratie evalueert jaarlijks te rekenen van de eerste dag van toekenning van de groene certificaten voor een betrokken project het toekenningspercentage door toepassing van de correctiecoëfficiënt "rho". Het percentage van toekenning van groene certificaten wordt aangepast met het oog op de handhaving, voor de 3 volgende productie jaren, van het in bijlage 7 bepaalde rendabiliteitsniveau dat gold op het moment van de reservering, als de reële evolutie van de prijzen van de elektriciteit ENDEX met 10 % naar boven of naar beneden afgeweken is ten opzichte van de aanvankelijk in aanmerking genomen parameters inzake prijzevolutie.

Om de twee jaar herzien de Administratie de coëfficiënten kECO die toepasselijk zijn op de nieuwe projecten, met uitzondering van de coëfficiënt kECO van het fotovoltaïsche kanaal en de verhoging bedoeld in artikel 15quater, derde lid, die om de zes maanden herzien worden. Bij wijze van uitzondering kan de Administratie, voor de nieuwe projecten en na goedkeuring door de Regering, tussen twee boekjaren de coëfficiënt kECO voor één van de kanalen herzien als ze een bijzonder sterke evolutie van een parameter vaststelt waardoor de referentie-rendabiliteit zoals omschreven in bijlage 7 ongunstig beïnvloed wordt.

Voor de berekening van de kECO bedoeld in het tweede lid, 3°, legt de Minister een methodologie voor aan de Regering, die ze goedkeurt en desgevallend aanpast. De methodologie houdt rekening met de technische, economische en financiële parameters betreffende de volgende variabelen:

1° technische variabelen van de kanalen: afschrijvingsduur, netto elektrisch en/of thermisch rendement, gebruiksduur, aandeel autoconsumptie van de elektriciteit;

2° variabelen betreffende de kosten: in aanmerking komende investeringskosten, brandstofkosten, jaarlijkse kosten inzake verlichting en onderhoud in percentage van de investering, ontmantelingskosten, fiscale lasten, met uitzondering van de eventuele koolstofbelastingen en andere lasten gebonden aan de broeikasgasemissies, met name de effectieve gemiddelde belasting op de vennootschappen zoals bekendgemaakt door de Hoge raad van Financiën;

3° variabelen betreffende de verwachte inkomsten:

- a) referentie elektriciteitsprijs: jaarlijkse gemiddelde forward prijs ENDEX gedurende de eerste twee jaren, vervolgens trendprijs voor de volgende jaren volgens de referentiebronnen;
- b) eventuele bijkomende steun.

16° er wordt een paragraaf 1 *bis*/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 1*bis*/1. Voor elke nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit die het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag tot reservering van groene certificaten die, krachtens artikel 15, § 1*bis* vanaf 1 januari 2021 wordt ingediend, wordt het aantal groene certificaten toegekend tijdens de in bijlage 5 bedoelde toekenningsduur vastgesteld als volgt:

Toegekende groene certificaten = Eenp x Toekenningspercentage

De berekening bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd op basis van de volgende grondslagen:

1° Eenp = in MWu uitgedrukte netto geproduceerde groene elektriciteit gemeten vóór de eventuele omzetting naar het net, met uitzondering van de groene elektriciteit geïnjecteerd op het net wanneer ze tegen een negatieve prijs wordt verkocht;

2° Eenp wordt gemeten overeenkomstig de bepalingen van de in artikel 9 bedoelde meetcode. Bedoelde code bepaalt de modaliteiten voor de vaststelling van de geïnjecteerde groene elektriciteit die tegen een negatieve prijs wordt verkocht;

3° toekenningspercentage = percentage dat het aantal groene certificaten verkregen per netto geproduceerde groene elektriciteit bepaalt;

4° het toekenningspercentage wordt overeenkomstig artikel 38, §§ 1, 2 en 6*bis* van het decreet vastgesteld;

5° het toekenningspercentage kan van jaar tot jaar constant of variabel zijn.

Voor de berekening van het in het tweede lid bedoelde toekenningspercentage legt de Minister een methodologie voor aan de Regering, die ze na aanpassing goedkeurt. De methodologie bepaalt de verschillende categorieën waarvoor een toekenningspercentage moet worden berekend op basis van de volgende criteria:

- a) het productiekanaal voor groene elektriciteit;
- b) de productietechnologie voor groene elektriciteit;
- c) de energiebron/ de gebruikte brandstof;
- d) de vermogensklasse van de betrokken installatie;
- e) de categorie consument die geheel of gedeeltelijk in aanmerking komt voor de geproduceerde groene elektriciteit.

In die methodologie worden de formules vastgesteld voor de berekening van het toekenningspercentage voor elke categorie dat nodig is om het interne rendabiliteitspercentage te bereiken dat bepaald is in het kader van de methodologie voor die categorie gedurende de duur van de toekenning van groene certificaten zoals beschreven in bijlage 5. De gebruikte formules houden met name rekening met de volgende parameters:

1° technische parameters waaronder:

- a) de technische levensduur;
- b) het netto elektrisch en thermisch vermogen;
- c) de netto elektrische en thermische rendementen;
- d) de jaarlijkse gebruiksduur;
- e) het aandeel autoconsumptie van de geproduceerde groene elektriciteit;
- f) het CO₂-besparingspercentage bedoeld in artikel 38, § 2, van het decreet;

2° economische parameters m.b.t. de verwachte kosten en heffingen, na aftrek van de eventuele bijkomende steun en eventuele aftrek of verlaging van de fiscale lasten, namelijk:

- a) de in aanmerking komende investeringskosten;
- b) de variabele en vaste verrichting- en onderhoudskosten;
- c) in voorkomend geval, de kosten van de brandstoffen;
- d) in voorkomend geval, de kosten voor de vervanging van uitrustingen die aan het einde van hun technische levensduur zijn gekomen vóór het einde van de periode voor de toekenning van groene certificaten;
- e) de ontmantelingskosten;
- f) de fiscale lasten, met uitzondering van de eventuele koolstofbelastingen en andere lasten gebonden aan de broeikasgasemissies, met name de effectieve gemiddelde belasting op de vennootschappen zoals bekendgemaakt door de Hoge raad van Financiën;

3° economische parameters m.b.t. de verwachte inkomsten:

- a) de waarde van de geproduceerde, verkochte of voor eigen gebruik verbruikte elektriciteit;
- b) in voorkomend geval, de waarde van warmte die door warmtekrachtkoppeling wordt geproduceerd, verkocht of voor eigen gebruik verbruikt en andere bijproducten;
- c) de waarde van de groene certificaten en labels van garantie van oorsprong;
- d) in voorkomend geval, de valorisatie van alle bijproducten;
- e) in voorkomend geval, de waarde van de deelname aan het mechanisme voor capaciteitscompensatie;

4° financiële parameters zoals:

- a) de gewogen gemiddelde kapitaalkosten;
- b) de interne rendabiliteit;
- c) de afschrijvingstermijnen;
- 5° indexeringsparameters.

De methodologie bepaalt ook de beginselen voor de bepaling van de referentiewaarden van de parameters die in de in het vorige lid bedoelde formules worden gebruikt. Deze referentiewaarden worden jaarlijks overeenkomstig lid 7 herzien.

Voor 30 april van elk jaar legt de Administratie de Minister een voorstel van nieuwe toekenningspercentages voor groene certificaten voor elke categorie overeenkomstig de in lid 3 bedoelde methodologie voor, waarbij voor de verschillende parameters referentiewaarden vastgesteld volgens dezelfde methodologie gebruikt worden. Binnen één maand na ontvangst van het voorstel van de Administratie legt de Minister een voorstel van toekenningspercentages, die in voorkomend geval naar beneden zijn gewijzigd, aan de vertegenwoordigers van de sector, de investeerders en de projectontwikkelaars voor raadpleging voor. De raadpleging wordt aan het einde van een periode van één maand afgesloten. Op basis van de raadpleging maakt de Minister verslag uit aan de Regering en motiveert hij desgevallend de redenen waarvoor hij kleinere toekenningspercentages dan die voorgesteld door de Administratie voorstelt.

Elk jaar na afloop van de in het vorige lid bedoelde procedure bepaalt de Minister de toekenningspercentages die van toepassing zijn op de productie-eenheden waarvoor een aanvraag tot reservering van groene certificaten, zoals bedoeld in artikel 15, § 1bis, in de loop van het volgende jaar is ingediend, alsmede de referentiewaarden van de parameters die voor elke categorie worden weerhouden overeenkomstig de in het derde lid bedoelde methodologie. Het in het eerste lid bedoelde besluit treedt in werking ten vroegste drie maanden na de bekendmaking ervan.

In afwijking van het eerste lid wordt, voor de kanalen van door waterkracht opgewekte elektriciteit, van elektriciteit geproduceerd d.m.v. fotovoltaïsche panelen en d.m.v. windmolens met een netto-vermogen boven 10kW kW, het toekenningspercentage toepasselijk op een productie-eenheid elk jaar herzien naar gelang van het prijzniveau van de groene elektriciteit op de elektriciteitsmarkt ICE-ENDEX, als volgt:

Toekenningspercentage(T1) = Toekenningspercentage (T0) + [(ENDEX(T0) - ENDEX(T1)) / gegarandeerde aankoopprijs GC] * [1- autoconsumptiepercentage]

waarin

1° Toekenningspercentage (T1) = het voor het jaar T1 toepasselijke toekenningspercentage;

2° Toekenningspercentage (T0) = het tijdens het eerste jaar van toekenning van groene certificaten toegepaste toekenningspercentage;

3° ENDEX(T0) = Referentiewaarde van de prijs van de groene elektriciteit op de elektriciteitsmarkt ICE-ENDEX voor het eerste jaar van toekenning van groene certificaten die van toepassing is op de categorie waartoe de productie-eenheid behoort en zoals bekendgemaakt bij het in het zevende lid bedoelde besluit dat van kracht is bij de in artikel 15, § 1bis, bedoelde aanvraag tot reservering van de groene certificaten;

4° ENDEX(T1) = Referentiewaarde van de prijs van de groene elektriciteit op de elektriciteitsmarkt ICE-ENDEX voor het jaar T1 die van toepassing is op de categorie waartoe de productie-eenheid behoort en zoals bekendgemaakt bij het in het zevende lid bedoelde besluit dat van kracht is tijdens het jaar T1;

5° Gegarandeerde aankoopprijs GC: de gegarandeerde aankoopprijs zoals bedoeld in artikel 40 van het decreet;

6° Autoconsumptiepercentage: de forfaitaire waarde van het aandeel autoconsumptie van de geproduceerde groene elektriciteit die overeenkomt met de referentiewaarde die van toepassing is op de categorie waartoe de productie-eenheid behoort en zoals bekendgemaakt bij het in het zevende lid bedoelde besluit dat van kracht is bij de in artikel 15, § 1bis, bedoelde aanvraag tot reservering van de groene certificaten.

Vanaf de eerste dag van de toekenning van groene certificaten aan een betrokken productie-eenheid past de Administratie jaarlijks het toekenningspercentage aan volgens de in het vorige lid bedoelde formule. De Administratie maakt uiterlijk op 31 oktober van elk jaar de toekenningspercentages die voor het volgende jaar worden bijgewerkt, bekend. Het nieuwe toekenningspercentage treedt in werking op 1 januari van het volgende jaar voor alle betrokken productie-eenheden.”;

17° paragraaf 1^{quater}, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2014, wordt opgeheven.

Art 4. Artikel 15ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 januari 2009, 26 november 2015 en 23 juni 2016, wordt vervangen als volgt:

”Art. 15ter. § 1. Aan de productie-eenheden voor groene elektriciteit die uiterlijk op 31 december 2019 het voorwerp hebben uitgemaakt van een belangrijke wijziging, kunnen, volgens het productiekanaal en in overeenstemming met de bepalingen van dit artikel, groene certificaten worden toegekend voor een nieuwe toekenningsperiode als bedoeld in bijlage 5, op voorwaarde dat deze installaties door de vereiste vergunningen worden gedekt.

Onder belangrijke wijziging wordt verstaan één van de volgende wijzigingen:

1° een wijziging die leidt tot een verbetering van de jaarlijkse CO₂-winst van ten minste 20 % , verkregen door een verhoging van het CO₂-besparingspercentage of door een verhoging van de elektriciteitsproductie als gevolg van een toename van het netto-ontwikkelaar elektrisch vermogen of van een innovatieve technologische verandering. De Administratie gaat na of de verbetering van de jaarlijkse CO₂-winst het gevolg is van een van de drie hierboven genoemde oorzaken;

2° de volledige vervanging van de generator die aan het einde van zijn technische levensduur is gekomen en waarvan de duur wordt berekend en bekendgemaakt door de Administratie. Onder “generator” wordt verstaan het geheel bestaande uit, enerzijds, de motor of turbine en, anderzijds, de elektriciteitsgenerator, met inbegrip van afstel- en bedieningsorganen. Worden met name van dit begrip uitgesloten, de elementen zoals ketels, gasgeneratoren en gistingstanks;

3° een wijziging die ertoe leidt dat een investering in de productie-eenheid wordt gedaan voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan 50 % van de oorspronkelijke investering, waarbij laatstgenoemde op conventionele wijze wordt vastgesteld op basis van de standaardinvesteringskosten die door de Administratie worden berekend en bekendgemaakt.

Deze standaardinvesteringskosten worden om de drie jaar bijgewerkt. Deze kosten omvatten niet de kosten die betrekking hebben op investeringen die niet rechtstreeks verband houden met de elektriciteitsproductie en, in het bijzonder, de kosten die verband houden met het beleid inzake afval, water en binnenwateren.

De producent dient zijn dossier in bij de Administratie, die nagaat of de voorgenomen of uitgevoerde wijzigingen daadwerkelijk overeenstemmen met een belangrijke wijziging in de zin van lid 2. De Administratie beslist binnen drie maanden na de indiening van de aanvraag. Het dossier kan voor of na de investering(en) ingediend worden.

Indien het dossier vóór de investering wordt ingediend, is de erkenning van de relevantie van de wijziging afhankelijk van het feit dat de geplande en door de Administratie aanvaarde investeringen zijn gedaan. De belangrijke wijziging heeft uitwerking zodra het certificaat van garantie van oorsprong tot vaststelling van de uitvoering van de belangrijke wijziging in de productie-eenheid zoals aanvaard die door de Administratie, wordt aangepast.

Voor investeringen die ten minste gelijk zijn aan 45 % en kleiner dan 50 % van de initiële investering, kan de Administratie op basis van de standaardinvesteringskosten die periodiek door haar worden berekend en bekendgemaakt, op verzoek van de producent, het karakter van een belangrijke wijziging toekennen aan de productie-eenheid die het voorwerp heeft uitgemaakt van investeringen, op basis van een analyse waaruit blijkt dat de werkelijke investeringskosten verschillen van de standaardinvesteringskosten zoals bekendgemaakt door de Administratie.

De groene certificaten die aan de gewijzigde installatie worden toegekend, worden berekend als volgt:

Toegekende certificaten = Eenp x kCO₂ x kECO

waarin

1° Eenp = geproduceerde netto-elektriciteit uitgedrukt in MWu;

2° kCO₂ = coëfficiënt van de reële CO₂-prestatie van het overwogen project, berekend overeenkomstig het ministerieel besluit van 12 maart 2007 tot bepaling van de procedures en de meetcode voor elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling;

3° kECO = economische coëfficiënt bepaald door de Administratie, op basis van het dossier ingediend door de producent en volgens de methodologie omschreven door de Administratie zoals bekendgemaakt op haar website, om een referentie-rendabiliteitsniveau te waarborgen zoals bepaald in bijlage 7 bij dit besluit;

4° het resultaat van het product van "kCO₂ x kECO" mag niet hoger zijn dan het maximum vastgelegd bij artikel 38, § 6bis, van het decreet.

Groene certificaten kunnen slechts voor een nieuwe periode van tien of vijftien jaar worden toegekend na kennisgeving aan de Administratie van de aanpassing van het certificaat van garantie van oorsprong waaruit blijkt dat de belangrijke wijziging is aangebracht.

§ 2. Vanaf 1 januari 2020 kunnen de productie-eenheden voor groene elektriciteit die niet onder het toepassingsgebied van fotovoltaïsche kanalen of fossiele warmtekraftkoppingssectoren vallen en die het einde hebben bereikt van de periode voor de toekenning van groene certificaten, in aanmerking komen voor een verlenging en groene certificaten krijgen toegewezen voor een nieuwe periode, waarvan de duur volgens het productiekanaal overeenkomstig bijlage 5 wordt vastgesteld.

De producent die in aanmerking wenst te komen voor de verlengingsmaatregel voor zijn productie-eenheid voor groene elektriciteit, dient vóór het einde van de toekenningsperiode van deze productie-eenheid voor groene elektriciteit een aanvraagdossier in overeenkomstig de in lid 4 bedoelde procedure. Na afloop van die termijn wordt de duur van de in dit artikel bedoelde verlenging van de toekenning van de groene certificaten van rechtswege verminderd met de duur van de vertraging, vanaf het einde van de nieuwe toekenningsperiode. Het aanvraagdossier bevat met name een toelichtend dossier met een gedetailleerde beschrijving van de maatregelen die de producent zal nemen om de productie van groene elektriciteit gedurende een periode van minimaal tien jaar te garanderen.

In afwijking van lid 2 kan de producent, voor de waterkrachtsector, het aanvraagdossier na de toekenningsperiode van de betrokken productie-eenheid indienen.

De Administratie stelt de procedure voor het indienen en verwerken van verlengingsaanvragen vast en publiceert deze op haar website. De Administratie spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving door de Administratie aan de producent van de volledigheid van zijn verlengingsaanvraag.

De in het tweede lid bedoelde producent levert jaarlijks het bewijs dat hij de in het toelichtende dossier gedetailleerde maatregelen heeft uitgevoerd. Indien hij de voldoende bewijzen niet levert, verliest de producent zijn recht op groene certificaten voor het saldo van de in bijlage 5 bedoelde toekenningsperiode en betaalt hij de reeds toegekende groene certificaten volgens de procedure van artikel 13, lid 2, terug.

Voor de in lid 1 bedoelde kanalen wordt het toekenningspercentage voor groene certificaten toepasselijk op productie-eenheden voor groene elektriciteit die in aanmerking komen voor een verlenging, vastgesteld door de Minister op basis van een voorstel van de Administratie. De berekening van de aan de betrokken productie-eenheden toegekende groene certificaten wordt uitgevoerd op basis van de volgende grondslagen:

Toegekende groene certificaten = Eenp x Toekenningspercentage_{verlenging}

waarbij :

1° Eenp = geproduceerde netto-elektriciteit uitgedrukt in MWu;

2° Toekenningspercentage_{verlenging} = percentage tot bepaling van het aantal groene certificaten verkregen per netto geproduceerde groene elektriciteit voor de productie-eenheid voor groene elektriciteit die binnen de perken bepaald bij artikel 38 van het decreet in aanmerking komt voor een verlenging.

Voor die kanalen vloeien de door de Administratie voorgestelde toekenningspercentages_{verlenging} voor groene certificaten voort uit de toepassing van een door de Minister voorgestelde en door de Regering aangenomen methodologie, waarbij parameters van de referentiewaarden worden gebruikt, die aangepast worden en representatief zijn voor de verschillende gevallen van verlenging van een bestaande productie-eenheid, en dit, voor de verschillende betrokken categorieën. De toekenningspercentages_{verlenging} voor groene certificaten en de referentiewaarden worden jaarlijks herzien.

§ 3. Vanaf 1 januari 2020 en wanneer een installatie voor de productie van groene elektriciteit wordt uitgebreid zoals bepaald in artikel 2, 27°, krijgt de nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit groene certificaten toegewezen voor een periode waarvan de duur overeenkomstig bijlage 5 volgens het productiekanaal voor groene elektriciteit wordt vastgesteld. De berekening van de aan de betrokken productie-eenheden toegekende groene certificaten wordt uitgevoerd op basis van de volgende grondslagen:

Toegekende groene certificaten = Eenp x toekenningspercentage_{uitbreiding}

waarbij :

1° Eenp = geproduceerde netto-elektriciteit uitgedrukt in MWu;

2° toekenningspercentage_{uitbreiding} = percentage tot bepaling het aantal groene certificaten verkregen per netto geproduceerde groene elektriciteit voor de productie-eenheid voor groene elektriciteit die binnen de perken bepaald bij artikel 38 van het decreet in aanmerking komt voor een verlenging.

De producent die wenst in aanmerking te komen voor een toekenning van groene certificaten voor zijn uitbreiding dient een aanvraagdossier volgens de in het derde lid bedoelde procedure in. Bij zijn uitbreidingsaanvraag voegt de producent:

1° een dossier waaruit blijkt dat de elektriciteitsproductie van de bestaande productie-eenheden op de site niet zal worden beïnvloed door de nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit tijdens het saldo van de periode van toekenning van de groene certificaten van deze bestaande eenheden;

2° een bedrijfsplan waarin de rendabiliteit van de nieuwe productie-eenheid en de installatie voor de productie van groene elektriciteit gedurende de nieuwe periode voor de toekenning van de groene certificaten wordt beschreven.

De Administratie stelt de procedure voor het indienen en verwerken van uitbreidingsaanvragen vast en publiceert deze op haar website. De Administratie spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden na de kennisgeving door de Administratie aan de producent van de volledigheid van zijn verlengingsaanvraag. Het door de Administratie berekende toekenningspercentage_{uitbreiding} mag niet hoger zijn dan het vigerende toekenningspercentage voor een gelijksoortige nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit die op een nieuwe site voor de productie van groene elektriciteit geïnstalleerd zou worden.

Het toekenningspercentage_{uitbreiding} voor groene certificaten wordt door de Administratie berekend overeenkomstig een door de Minister voorgestelde en door de Regering aangenomen methodologie, waarbij, enerzijds, technische en economische parameters eigen aan de productie-eenheid voor elektriciteit en, anderzijds, de referentiewaarden toepasselijk aan de categorie waartoe de productie-eenheid voor de financiële en indexeringsparameters behoort, worden gebruikt.

De producent die wenst in aanmerking te komen voor een toekenning van groene certificaten voor zijn uitbreiding dient een reserveringsaanvraag voor de groene certificaten betreffende zijn uitbreiding volgens de in artikel 15, § 1bis, bedoelde procedure in.

De producent bezorgt de Administratie jaarlijks een bewijs van zijn inkomsten en uitgaven. Indien de Administratie op basis van deze bewijzen vaststelt dat de effectieve rendabiliteit van de productie-eenheid of van de installatie afwijkt van het bedrijfsplan en hoger is dan de toepasselijke interne referentierendabiliteit, wordt het toekenningspercentage aangepast. Indien hij de voldoende bewijzen niet levert, verliest de producent zijn recht op groene certificaten voor het saldo van de in bijlage 5 bedoelde toekenningsperiode."

Art 5. In artikel 15^{quater} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2011, en voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, eerste streepje, worden de woorden "minstens 50 % van de geproduceerde fotovoltaïsche elektriciteit wordt door de producent zelf verbruikt op de plek van de opwekkingsinstallatie;" vervangen door de woorden "minstens 50 % van de geproduceerde fotovoltaïsche elektriciteit wordt door de producent zelf verbruikt op de plek van de opwekkingsinstallatie. Deze verhouding wordt gemiddeld over de drie eerste productie jaren berekend;"

2° artikel 15^{quater} wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

" Voor de fotovoltaïsche installaties met een vermogen hoger dan 10kW waarvoor de datum bedoeld in artikel 15^{quater}, derde lid, na 31 december 2014 valt, wordt het steunniveau vastgesteld overeenkomstig artikel 15, § 1^{bis}/1 voor de krachtens artikel 15, § 1^{bis}, tussen 1 januari 2015 tot en met en 30 december 2020 gereserveerde productie-eenheden en overeenkomstig artikel 15, § 1^{bis}/2 voor de krachtens artikel 15, § 1^{bis}, vanaf 1 januari 2021 gereserveerde productie-eenheden. Om in aanmerking te komen voor deze bepaling moeten de fotovoltaïsche panelen gecertificeerd zijn volgens norm IEC 61215 voor kristallijnen modules en norm IEC 61646 voor dunne lagen en norm IEC 61730 wanneer de panelen in een gebouw worden opgenomen of er bovenop worden gelegd. De certificering moet verricht worden door een proeflaboratorium, geaccrediteerd volgens de norm ISO 17025 door BELAC of een ander nationale accreditatie-instelling die een wederzijdse erkenning met BELAC geniet."

Art 6. De artikelen 15^{sexies} tot 15^{septies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, worden opgeheven.

Art 7. In artikel 15^{octies} van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "en waarvan het reserveringsdossier voor groene certificaten tot 31 december 2019 wordt ingediend" ingevoegd tussen de woorden "landbouwproducten of dierlijke vetten" en de woorden "op basis van een dossier verhoogd";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "tot 31 december 2019" ingevoegd tussen de woorden "het stelsel van de groene certificaten, kunnen" en de woorden ", onder voorbehoud van het tweede lid,".

Art 8. Artikel 15^{nonies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 15^{nonies}. § 1. Voor iedere productie-eenheid die nooit in bedrijf is gesteld en waarvoor geen enkele reserveringsaanvraag is ingediend, wordt het recht op het verkrijgen van groene certificaten uit de in bijlage 9 bedoelde enveloppen overeenkomstig bijlage 5 volgens het productiekanal in een aantal jaren vastgesteld. De reservering van groene certificaten binnen een in bijlage 9 bedoelde enveloppe is afhankelijk van de aanwijzing van de aanvrager die een project met betrekking tot een of meer productie-eenheden heeft ingediend als geslaagde voor een oproep tot het indienen van projecten en van de naleving door de aanvrager van de bepalingen van dit artikel.

Wanneer de Minister of de Regering, in het geval bedoeld in artikel 38, § 9, van het decreet, een oproep tot het indienen van projecten indient, bepaalt hij/ze het maximaal volume van bijkomende groene certificaten die het voorwerp kunnen uitmaken van een reservering aan het einde van de oproep tot het indienen van een project. De oproep tot het indienen van projecten wordt gelanceerd aan de hand van de bekendmaking van een bestek bij ministerieel besluit of bij besluit van de Regering in het geval bedoeld in artikel 38, § 9, van het decreet, waarvan de voorwaarden betrekking hebben op met name:

1° de omschrijving van het doel van de oproep tot het indienen van projecten;

2° de uitputtende lijst van de uitsluitings-, selectie- en gunningscriteria en, voor de laatste criteria, de eventuele weging ervan, alsmede een uitputtende lijst van aanwijzingen en documenten die door de gegadigden moeten worden ingediend om deze criteria te kunnen beoordelen;

3° de modaliteiten voor de zending van kandidaatstellingsdossiers voor de oproep tot het indienen van projecten;

4° de voortgang en het indicatieve tijdschema van de stappen in de procedure;

5° de sancties die kunnen worden opgelegd wanneer geslaagden de in het kader van hun kandidatuurstelling aangegane verbintenissen of de verplichtingen uit hoofde van dit besluit niet nakomen.

De kandidatuurstelling vermeldt de vaste datum voor de initialisatie-opmeting van de indexcijfers betreffende de telling van de productie-eenheid opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong verleend door het erkende controleorgaan of door de Administratie overeenkomstig artikel 7 van dit besluit.

In voorkomend geval genieten de projecten waarvoor het advies van het Transversaal comité van de biomassa krachtens artikel 19^{octies} vereist is, een dergelijk advies vóór de aanwijzing van de geslaagde(n).

De Administratie is belast met de behandeling van de kandidaatstellingsdossiers.

Aan het einde van de procedure voor de behandeling van de kandidaatstellingsdossiers wijst de Minister of de Regering, in het geval bedoeld in artikel 38, § 9, van het decreet, de geslaagde(n).

§ 2. Het in § 1, tweede lid, bedoelde bestek kan voorzien in het stellen van een zekerheid. In dat geval gaat de reservering van de groene certificaten in de in bijlage 9 bedoelde enveloppe pas in op de datum waarop de zekerheid wordt gesteld.

Wanneer de geslaagde de zekerheid niet binnen de in het bestek bepaalde termijn stelt, wordt hij bij aangetekende brief aangemaand door de Administratie. Wanneer hij de zekerheid niet binnen een laatste termijn van vijftien dagen na de datum van ontvangst van het aangetekende schrijven stelt, mag de geslaagde geen groene certificaten meer reserveren in een enveloppe als bedoeld in bijlage 9.

Indien een zekerheid wordt voorzien, verifieert de Administratie op de laatste werkdag van elk kwartaal het werkelijke bedrag van de zekerheidsstelling. Indien dit bedrag lager is dan het in het bestek vermelde bedrag, schort de Administratie de toekenning van groene certificaten aan de geslaagde op tot dit bedrag is bereikt.

Indien een zekerheid wordt gesteld, wordt ze door de Administratie vrijgegeven na het verstrijken van de termijn voor de toekenning van de groene certificaten.

§ 3. Voor elke productie-eenheid die aan het einde van de oproep tot het indienen van projecten weerhouden wordt, wordt het aantal toegekende groene certificaten overeenkomstig artikel 38, §§ 1 en 2, en 6^{bis} van het decreet in de in het bestek bedoelde formule bepaald rekening houdende met het op het moment van de indiening van het dossier bestaande toekenningspercentage. Het mag niet hoger zijn dan het aantal groene certificaten dat zou voortvloeien uit de toepassing van de in artikel 15, § 1^{bis}/2 bedoelde methodologie op de betrokken productie-eenheid.

§ 4. De geslaagde kan groene certificaten vanaf de inbedrijfstelling van de installatie krijgen. Het maximumaantal groene certificaten dat voor een project wordt toegekend, wordt in het besluit tot aanwijzing van de geslaagde bepaald.

Als een producent zich niet houdt aan de vaste datum die hij in zijn kandidaatstelling voor het oproep tot het indienen van projecten heeft voorgesteld, wordt de in § 1 bedoelde termijn van toekenning van groene certificaten van rechtswege verminderd met de duur van de achterstand. Een dergelijke sanctie is echter niet toepasselijk als de achterstand aan externe oorzaken te wijten is. De beoordeling van die oorzaken wordt aan de Administratie overgelaten.

Indien de geslaagde de installatie niet binnen een in het bestek gestelde termijn in bedrijf stelt, heft de Minister de zekerheid van ambtswege.

Indien de geslaagde ten gevolge van omstandigheden of feiten die rechtstreeks aan hem toe te schrijven zijn en waarvan de beoordeling aan de Minister wordt overgelaten, de doelstellingen van de elektriciteitsproductie en warmtevalorisatie in voorkomend geval vastgesteld in zijn kandidatuurakte, niet naleeft, heft de Minister van rechtswege een boetebedrag op de zekerheid. Het bestek voorziet in dit boetebedrag.

De producent geeft de Administratie elk ogenblik kennis van de eventuele wijzigingen die in zijn dossier aangebracht worden.

Wanneer de Administratie op basis van door haar vastgestelde objectieve criteria vaststelt dat een project waarvoor een reserveringsaanvraag is ingediend, niet onder redelijke voorwaarden kan worden uitgevoerd, wordt de aanvraag tot reservering van groene certificaten door de Administratie nietig verklaard. Deze vaststelling kan niet worden gedaan vóór de door de producent in zijn kandidaatstelling voorgestelde vaste datum van inwerkingtreding, tenzij de producent uitdrukkelijk zijn toestemming geeft. De beslissing van de Administratie betreffende de nietigverklaring van de aanvraag tot reservering van groene certificaten wordt aan de producent meegedeeld. De groene certificaten die het voorwerp hebben uitgemaakt van de door de Administratie nietig verklaarde reservering worden in de lopende enveloppe van het betrokken kanaal opnieuw opgenomen.

Voor elke productie-eenheid die aan het einde van de oproep tot het indienen van projecten weerhouden wordt, schorst de Administratie in de in artikel 19 bepaalde vormen de toekenning van de groene certificaten wanneer ze met name op basis van de krachtens artikel 13 overgemaakte meetgegevens van de productiesite of van de gegevens voortvloeiend uit de krachtens artikel 8, tweede lid, uitgevoerde controles of van de gegevens betreffende de in lid 13 bedoelde eventuele wijzigingen vaststelt dat de in het bestek vastgestelde voorwaarden niet meer nageleefd worden.”.

Art 9. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid:

Tijdens de toekenningsperiode voor groene certificaten worden de energetische rendementen van de moderne referentie-installaties gehandhaafd op het niveau van de waarden die van kracht zijn bij de indiening van de aanvraag tot reservering van groene certificaten of bij de afgifte van het in artikel 7 bedoelde certificaat van garantie van oorsprong voor de installaties die niet onderworpen zijn aan de indiening van een aanvraag tot reservering van groene certificaten of bij de aanwijzing van de kandidaat voor de installaties die vallen onder artikel 15nonies.”.

Art 10. In artikel 25 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

” § 3 Het quotum bedraagt:

1° 3 % tussen 1 januari 2003 en 31 december 2003;

2° 4 % tussen 1 januari 2004 en 31 december 2004;

3° 5 % tussen 1 januari 2005 en 31 december 2005;

4° 6 % tussen 1 januari 2006 en 31 december 2006;

5° 7 % tussen 1 januari 2007 en 31 december 2007;

6° 8 % tussen 1 januari 2008 en 31 december 2008;

7° 9 % tussen 1 januari 2009 en 31 december 2009;

8° 10 % tussen 1 januari 2010 en 31 maart 2010 en 11,75 % tussen 1 april 2010 en 31 december 2010;

9° 13,50 % tussen 1 januari 2011 en 31 december 2011;

10° 15,75 % tussen 1 januari 2012 en 31 december 2012;

11° 19,4 % tussen 1 januari 2013 en 31 december 2013;

12° 23,1 % tussen 1 januari 2014 en 31 december 2014;

13° 27,7 % tussen 1 januari 2015 en 31 december 2015;

14° 32,4 % tussen 1 januari 2016 en 31 december 2016;

15° 34,03 % tussen 1 januari 2017 en 31 december 2017;

16° 35,65 % tussen 1 januari 2018 en 31 december 2018;

17° 37,28 % tussen 1 januari 2019 en 31 december 2019;

18° 38,38 % tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020;

19° 38,85 % tussen 1 januari 2021 en 31 december 2021;

20° 39,33 % tussen 1 januari 2022 en 31 december 2022;

21° 39,8 % tussen 1 januari 2023 en 31 december 2023;

22° 40,28 % tussen 1 januari 2024 en 31 december 2024;

23° 43,34 % tussen 1 januari 2025 en 31 december 2025;

24° 43,13 % tussen 1 januari 2026 en 31 december 2026;

25° 43,91 % tussen 1 januari 2027 en 31 december 2027;

26° 43,74 % tussen 1 januari 2028 en 31 december 2028;

27° 43,84 % tussen 1 januari 2029 en 31 december 2029;

28° 44,51 % tussen 1 januari 2030 en 31 december 2030.”;

2° in paragraaf 4 wordt het derde lid vervangen als volgt:

”Als het onevenwicht tussen de vraag naar en het aanbod aan groene certificaten te groot is, stelt de Administratie in de conclusies van dit verslag, een aanpassing voor van de quota's voor de volgende boekjaren. Op voorstel van de Minister past de Regering de in § 3 bedoelde quota's aan.”;

3° in paragraaf 5 wordt het vijfde lid opgeheven;

4° in paragraaf 5 wordt het zevende lid, dat het zesde lid geworden is, vervangen als volgt:

”Om de vermindering te kunnen genieten, bezorgt de leverancier de Administratie vóór het einde van de tweede maand volgend op een afgelopen kwartaal bij gewone zending of door elektronische zending volgens de door de Administratie bepaalde procedure een door hem getekend attest. De Administratie onderzoekt de juistheid van het overgemaakte attest. Het attest vermeldt de personalia van de leverancier en van de eindafnemer, de plaats van de exploitatiezetel, het volume van de leveringen, alsmede het betrokken kwartaal.

Om de vermindering te kunnen genieten, bezorgt de leverancier, indien de eindafnemer zijn aansluiting met één of meerdere derden deelt, de Administratie vóór het einde van de tweede maand volgend op een afgelopen kwartaal bij gewone zending of door elektronische zending volgens de door de Administratie bepaalde procedure een door hem en door betrokken eindafnemer getekend attest. De Administratie onderzoekt de juistheid van het overgemaakte attest. Het attest vermeldt de personalia van de leverancier en van de eindafnemer, de plaats van de exploitatiezetel, het volume van de leveringen van de eindafnemer voor zijn eigen gebruik en het aan derden teruggegeven volume, alsmede het betrokken kwartaal.”;

5° in paragraaf 5 wordt het achtste lid vervangen als volgt:

"Om de vermindering te genieten bezorgt de conventionele zelfproducent bedoeld in het tweede lid de Administratie voor het einde van de tweede maand die volgt op een afgelopen kwartaal bij gewone zending of door elektronische zending volgens de door de Administratie bepaalde procedure de gegevens betreffende het volume elektriciteit dat hij zelf voor eigen gebruik geproduceerd heeft alsook het in overweging genomen jaar. De zending aan de Administratie van een attest na het einde van de tweede maand en vóór het einde van de vijfde maand na een afgelopen kwartaal geeft recht op een vermindering van het aantal groene certificaten die overeenkomstig de §§ 1 tot 3 overgemaakt moeten worden. De Administratie bepaalt de modaliteiten voor de overmaking en de controle van die gegevens.";

6° in paragraaf 5 wordt het elfde lid vervangen als volgt:

"In afwijking van paragraaf 2, punt 1°, wordt de afname van elektriciteit van het net via een uitsluitend voor een opslagproces bestemd toegangspunt niet beschouwd als eigen gebruik van de leverancier of als elektriciteit geleverd aan de eindafnemers."

Art. 11. Artikel 31*sexies*, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 november 2017, wordt opgeheven.

Art 12. In hetzelfde besluit wordt bijlage 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 november 2015, vervangen als volgt:

"Bijlage 4. Indicatieve doelstellingen per kanaal

	2020	2030
On shore windkracht	2.437	4.600
Fotovoltaïsch	1.185	3.300
Waterkracht	360	440
Geothermie	0	40
Vaste biomassa hout	1.190	1.310
Biogas	230	301
Verbranding	153	92
TOTAAL E_SER	5.555	10.081

".

Art 13. In hetzelfde besluit wordt bijlage 5, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, vervangen als volgt:

"Bijlage 5. Aantal jaren toekenning van groene certificaten volgen het productiekanal

Kanalen	Subkanalen	Vermogenssegmenten	Toekenningsduur (aantal jaren)
Aantal jaren toekenning van groene certificaten volgen het productiekanal tot en met 31 december 2020			
Fotovoltaïsch	Kleine PV	P <= 10 kW	10
		10kW < P <= 250kW	10
	Grote PV	P > 250kW	10
Windkracht		Ongeacht vermogen	15
Hydro-elektriciteit		Ongeacht vermogen	15
Vaste en vloeibare biomassa	Warmtekrachtkoppeling vaste biomassa	Ongeacht vermogen	15
			15
	Warmtekrachtkoppeling bio-vloeibaar	Ongeacht vermogen	15
		Dierlijke vetten	15
Biogas	Warmtekrachtkoppeling biogas	Ongeacht vermogen	15
Fossiele warmtekrachtkoppeling		Ongeacht vermogen	15
Aantal jaren toekenning van groene certificaten volgen het productiekanal vanaf 1 januari 2021			
Fotovoltaïsche installaties met een groot vermogen		P > 10kW	10 jaar
Windkracht		Ongeacht vermogen	20 jaar
Hydro-elektriciteit		Ongeacht vermogen	25 jaar
Vaste biomassa		Ongeacht vermogen	15 jaar
Biogas + biomethaan		Ongeacht vermogen	15 jaar
Fossiele warmtekrachtkoppeling		Ongeacht vermogen	15 jaar
Geothermie		Ongeacht vermogen	25 jaar

".

Art 14. In hetzelfde besluit wordt bijlage 6, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 november 2015, opgeheven.

Art 15. In hetzelfde besluit wordt bijlage 8, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 november 2015, vervangen als volgt:

"Bijlage 8. Enveloppen van bijkomende groene certificaten per jaar per kanaal, die het voorwerp van een reservering overeenkomstig de artikelen 15, § 1bis, en 15bis/1 van dit besluit voor de nieuwe projecten kunnen uitmaken, voor de periode 2019-2030

Jaar Kanaal	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Hydro-elektriciteit	45.000	15.000	3.100	3.000	2.800	7.200	2.500	2.400	2.300	2.200	2.100	2.000
Windkracht	312.070	162.600	130.000	123.000	117.000	111.000	106.000	100.000	95.000	91.000	86.000	82.000
Fotovoltaïsch >10kW	70.000	67.500	67.400	60.700	54.600	49.100	44.200	39.800	35.800	32.200	29.000	26.100
Geothermie	0	0	0	0	0	0	80.000	0	0	0	0	0
Vaste biomassa	92.000	100.000	100.000	100.000	44.000	44.000	44.000	44.000	43.000	43.000	43.000	43.000
Biogas en biomethaan	80.000	105.000	105.000	105.000	5.300	5.300	5.300	5.200	5.200	5.200	5.200	5.200
Fossiele warmtekrachtkoppeling	20.000	15.880	12.000	10.000	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200
TOTAAL	619.070	465.980	417.500	401.700	224.900	217.800	283.200	192.600	182.500	174.800	166.500	159.500

".

Art 16. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 9, luidend als volgt:

"Bijlage 9. Enveloppen van bijkomende groene certificaten per jaar per kanaal, die het voorwerp van een reservering overeenkomstig de artikel 15monies van dit besluit voor de nieuwe projecten kunnen uitmaken, voor de periode 2021-2030

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Windkracht < 100 kW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fotovoltaïsch >1MW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vaste biomassa hout > 5MW	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

".

Overgangs- en slotbepalingen

Art 17. De Administratie bepaalt de procedure voor het verwerken van de meetgegevens bedoeld in artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling, die de bij de inwerkingtreding van dit besluit lopende periode dekken, en publiceert deze op haar website.

Art 18. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 6 in werking op 1 januari 2020.

Art. 19. Deze bijlage is van toepassing in afwijking van bijlage 8 bedoeld in artikel 15 van dit besluit tot en met 31 augustus 2019:

"Bijlage 8. — Enveloppen van bijkomende groene certificaten per jaar per kanaal, die het voorwerp van een reservering overeenkomstig de artikelen 15, § 1bis, en 15bis/1 van dit besluit voor de nieuwe projecten kunnen uitmaken, voor de periode 2019-2030

Jaar Kanaal	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Hydro-elektriciteit	45.000	15.000	3.100	3.000	2.800	7.200	2.500	2.400	2.300	2.200	2.100	2.000
Windkracht	287.070	162.600	130.000	123.000	117.000	111.000	106.000	100.000	95.000	91.000	86.000	82.000
Fotovoltaïsch >10kW	70.000	67.500	67.400	60.700	54.600	49.100	44.200	39.800	35.800	32.200	29.000	26.100
Geothermie	0	0	0	0	0	0	80.000	0	0	0	0	0
Vaste biomassa	92.000	100.000	100.000	100.000	44.000	44.000	44.000	44.000	43.000	43.000	43.000	43.000
Biogas en biomethaan	80.000	105.000	105.000	105.000	5.300	5.300	5.300	5.200	5.200	5.200	5.200	5.200
Fossiele warmtekrachtkoppeling	20.000	15.880	12.000	10.000	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200	1.200
TOTAAL	594.070	465.980	417.500	401.700	224.900	217.800	283.200	192.600	182.500	174.800	166.500	159.500

".

Art 20. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE